



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

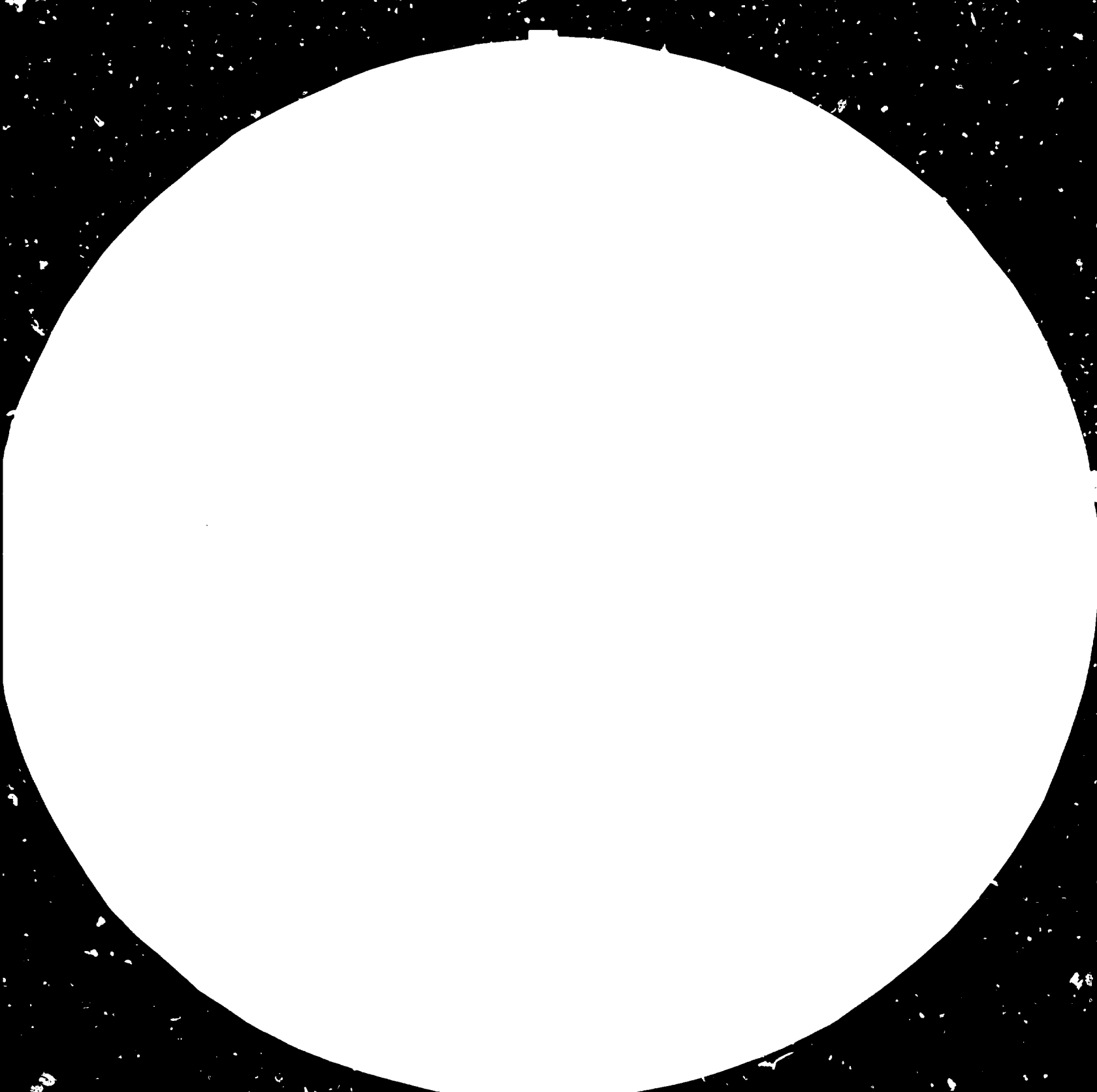
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





3.6

4.0



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



13797-F



Distr. GENERALE

ID/CONF.5/35
11 juillet 1984

FRANCAIS
Original: ESPAGNOL

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

Vienne (Autriche), 2-18 août 1984

REUNION DE COORDINATION LATINO-AMERICAINE PREALABLE

A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI IV

RAPPORT FINAL */

*/ Le présent document a été reproduit tel qu'il a été reçu. Il est également disponible en anglais et en espagnol.

V.84-88315

Réunion de Coordination latino-américaine
préalable à la IV Conférence générale de
l'ONUDI
La Havane, 22 au 25 mai 1984

RC/IV ONUDI/DF No. 1
25 mai 1984
Original: espagnol

REUNION DE COORDINATION LATINO-AMERICAINNE PREALABLE
A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI
RAPPORT FINAL

RAPPORT FINAL DE LA REUNION DE COORDINATION LATINO-AMERICAINE DE
HAUT NIVEAU PREPARATOIRE A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

	<u>PAGE</u>
I. INSTALLATION.....	1
II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....	2
III. SEANCE DE CLOTURE.....	5

ANNEXE No. 1

DECLARATION DE LA REUNION DE COORDINATION LA- TING-AMERICAINE DE HAUT NIVEAU PREALABLE A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI SOUTENANT LA DECLARATION CONJOINTE FORMULEE PAR LES PRESI- DENTS DE L'ARGENTINE, DU BRESIL, DE LA COLOMBIE ET DU MEXIQUE, LE 12 MAI 1984.....	7
--	---

ANNEXE No. 2

DECLARATION DE LA HAVANE SUR L'INDUSTRIALISA- TION DE L'AMERIQUE LATINE.....	11
---	----

ANNEXE No. 3

POSITION COMMUNE DES ETATS MEMBRES DU SELA CONCERNANT LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI.....	23
---	----

ANNEXE No. 4

DISCOURS PRONONCES A LA REUNION DE COORDINA- TION LATINO-AMERICAINE DE HAUT NIVEAU PREALA- BLE A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI...	51
--	----

- Exposé de M. Héctor Rodriguez Llompert, président du Comité d'Etat de collabora- tion économique de la République de Cuba, à la séance inaugurale.....	53
---	----

	<u>PAGE</u>
- Discours de M. Abd-El Rahman Khane, directeur exécutif de l'ONUDI.....	67
- Discours prononcé par M. Sebastián Alegrett, Secrétaire permanent du Système économique latino-américain....	77
 <u>ANNEXE No. 5</u>	
 LISTE DES PARTICIPANTS	 87

I. INSTALLATION

1. Conformément à la Décision 157 du Conseil latino-américain, la Réunion de coordination latino-américaine de haut niveau, préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, s'est tenue à la Havane (Cuba) du 22 au 25 mai 1984.

2. Au nom du gouvernement de son pays, M. Héctor Rodríguez Llompart, président du comité d'Etat pour la Coopération économique de la République de Cuba, a prononcé le discours d'ouverture de la réunion, le 22 mai. Cette séance a été présidée par M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du Conseil d'Etat et des ministres de la République de Cuba. M. Abd-El Rahman Khane, directeur exécutif de l'ONUDI, et M. Sebastián Alegrett, secrétaire permanent du Système économique latino-américain, ont également pris la parole à cette séance d'ouverture. On trouvera à l'annexe 4 les textes de ces interventions.

3. Le Bureau de la Réunion de coordination latino-américaine était composé comme suit: Président, M. Marcos Lage, ministre de l'Industrie sidérurgique et des constructions mécaniques de la République de Cuba; premier vice-président, M. Mauricio de Maria y Campos, sous-secrétaire au développement industriel et chef de la délégation du Mexique; deuxième vice-président, ambassadeur Juan Carlos Beltramino, chef de la délégation d'Argentine; troisième vice-président, Dr. Christopher R. Thomas, vice-ministre des Relations extérieures de Trinité-et-Tobago; rapporteur, M. Luis Narváez, sous-secrétaire aux Relations économiques internationales de l'Equateur.

Des représentants des Etats membres et des observateurs d'organismes régionaux et internationaux ont participé à la Réunion. On en trouvera la liste à l'annexe 5.

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. La Réunion a adopté l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour provisoire

- I. Election du Bureau
- II. Adoption de l'ordre du jour provisoire
- III. Analyse des points inclus à l'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, à la lumière de la crise économique mondiale actuelle et en fonction des problèmes spécifiques de l'Amérique latine et les actions spécifiques qu'ils réclament.
- IV. Adoption de la position latino-américaine en vue de la Réunion ministérielle du Groupe des 77, qui aura lieu à Vienne (Autriche) en juillet 1984, et de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.
- V. Examen et adoption du Rapport final de la Réunion.

5. Il a été décidé de créer deux groupes de travail : le groupe de travail No. 1 présidé par M. Mauricio de María y Campos, sous-secrétaire au développement industriel du Mexique, en vue d'élaborer une Déclaration sur l'industrialisation de l'Amérique latine; le groupe de travail No. 2, présidé par l'ambassadeur Juan Carlos Beltramino de l'Argentine, en vue d'examiner les points III et IV de l'ordre du jour.

6. Le président, après avoir remercié la Réunion de coordination latino-américaine de sa confiance, a donné la parole aux délégations pour qu'elles fassent des commentaires de caractère général sur les thèmes à aborder.

7. La délégation de l'Equateur a proposé à la Réunion de coordination latino-américaine d'adresser, par l'intermédiaire de son président, un message de soutien à la Déclaration conjointe formulée par les présidents d'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique, sur le problème de l'endettement extérieur et sur ses conséquences néfastes pour les pays de la région. La délégation du Venezuela a formulé une déclaration relative à la position adoptée par son pays sur la matière. La Réunion a manifesté sa satisfaction pour ladite proposition et adopté par consensus le texte qui figure comme annexe No. 1.

8. La délégation de l'Equateur, après avoir remercié les autres délégations de leur soutien a signalé que la Déclaration et le Plan d'action de Quito constituent une base pour examiner le thème de la dette extérieure et que la Réunion des ministres des Affaires étrangères et des ministres responsables du secteur financier, proposée par les présidents dans leur Déclaration, permettrait d'analyser les transformations substantielles à opérer dans la politique financière et commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes.

9. Le président a donné ensuite la parole à M. Carlos J. Moneta, directeur suppléant chargé de la consultation et de la coordination du SELA, qui a présenté le document SP/RC/IV ONUDI/DT No. 3 "L'Amérique latine et les Caraïbes devant la quatrième Conférence générale de l'ONUDI" élaboré par le Secrétariat permanent comme une contribution aux discussions qui auraient lieu pendant la Réunion de coordination.

10. A la suite des travaux réalisés par le Groupe de travail No. 1, la Réunion a examiné et adopté la "Déclaration de la Havane sur l'industrialisation de l'Amérique latine" dont le texte figure à l'annexe No. 2 du présent rapport.

11. Conformément aux textes élaborés par le Groupe de travail No. 2, la Réunion a également examiné et adopté, comme position commune des Etats membres du SELA concernant la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Ce texte figure à l'annexe No. 3.

12. Les participants à la Réunion de coordination latino-américaine ont souligné la grande importance des résultats obtenus pendant celle-ci en vue de parvenir à une meilleure coordination au sujet des conclusions décidées à la présente réunion.

13. Sur ce point, la Réunion a considéré qu'il était nécessaire d'assurer le suivi et la coordination des tâches du SELA relatives au processus d'industrialisation de l'Amérique latine, car cet aspect constitue un facteur clé dans la stratégie du développement latino-américain. A cette fin, la Réunion a estimé qu'il serait utile que le Conseil latino-américain, à la lumière des documents élaborés par cette Réunion de coordination et des résultats obtenus à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, formule des propositions spécifiques d'action régionale en matière d'industrialisation, tout en tenant compte des possibilités de mobiliser l'immense potentiel de l'Amérique latine grâce au renforcement de la coopération économique inter-régionale et à la concertation de prise de positions externes. A cette fin, la Réunion a recommandé de réaliser les efforts pertinents de coordination avec la CEPAL, l'ONUDI et d'autres organisations régionales et subrégionales compétentes.

14. Etant donné l'importance des travaux réalisés par la Réunion au sujet des tâches préparatoires à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI qui auront lieu au sein du Groupe des 77, au Conseil du développement industriel et au cours des consultations informelles entre groupes régionaux à Vienne, il a été demandé au président de la Réunion de coordination latino-américaine d'en présenter le rapport final aux présidents du Groupe des 77 et du Conseil du développement industriel, ainsi qu'au directeur exécutif de l'ONUDI, et de prier ce dernier de bien vouloir le faire circuler à titre d'information parmi les Etats membres de l'ONUDI.

III. SEANCE DE CLOTURE

15. A la séance de clôture, M. Marcos Lage, Ministre de l'industrie sidérurgique et des constructions mécaniques et Président de la Réunion de coordination latino-américaine, a pris la parole pour féliciter la délégation argentine à l'occasion de la fête nationale de ce pays, exprimer sa satisfaction pour les résultats obtenus à la Réunion car les documents élaborés mettent en relief l'esprit constructif et la volonté de surmonter, d'une manière concertée, les obstacles qui s'élèvent en Amérique latine face à la dramatique crise économique qu'elle traverse. Ainsi la "Déclaration de la Havane sur l'industrialisation en Amérique latine" permettra à la région de contribuer, avec ses suggestions constructives, au renforcement de l'ONUDI. Par la suite, il remercia, au nom de toutes les délégations, le directeur exécutif de l'ONUDI et le Secrétaire permanent du SELA pour leur importante contribution. Il a félicité également le secrétariat du SELA et le personnel du Palais de Conventions pour l'excellent travail réalisé.

16. De son côté, la Délégation du Mexique a remercié, au nom des autres délégations, le peuple et le gouvernement cubain pour sa chaleureuse hospitalité et le personnel du Secrétariat

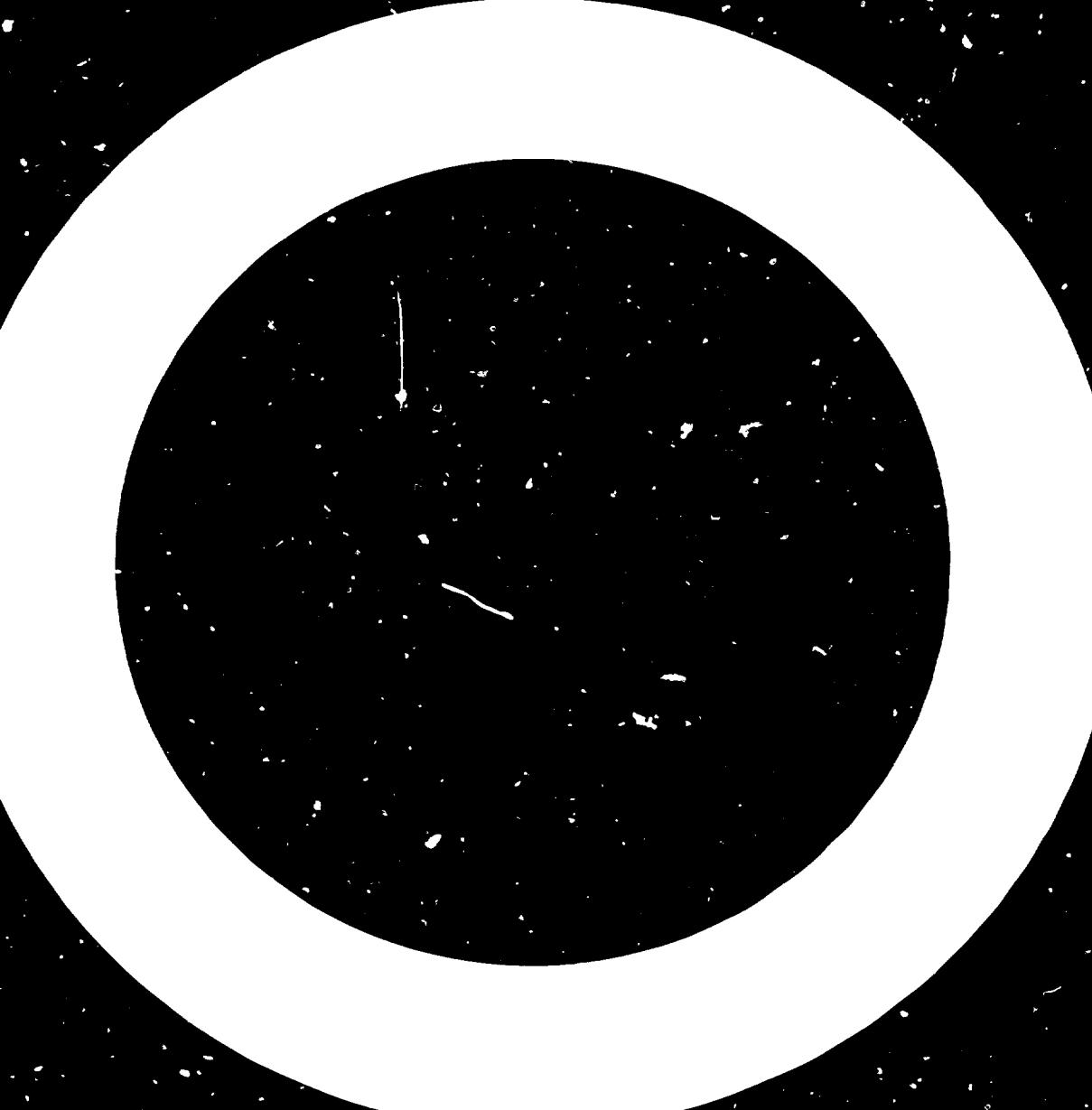
permanent du SELA et du Palais des Conventions pour l'excellent appui prêté aux travaux de la réunion. Pour sa part, la Délégation de la Jamaïque, en représentation des délégations de langue anglaise s'est adhréeà ces félicitations.

17. Pour sa part, le Secrétaire permanent du SELA a souligné les décisions adoptées au cours de la Réunion et en a félicité le président et les délégations pour la tâche réalisée ainsi que la CEPAL et l'ONUDI pour l'importante collaboration prêté. A son avis, ces décisions démontrent la croissante convergence et l'importance accrue des accords qu'enregistre l'Amérique latine face aux circonstances critiques que connaît la région. Dans ce contexte, il a signalé que commence à s'universaliser en Amérique latine l'adoption de politiques globales qui permettent d'harmoniser les intérêts nationaux et régionaux. La Déclaration de la Havane sur l'industrialisation constitue également le lien nécessaire entre la réponse aux problèmes à court terme, représenté par la Déclaration et le Plan d'action de Quito et l'adoption de mesures qui - comme celles se référant à l'industrialisation - contribuent à satisfaire les intérêts et les besoins de la région à long terme.

Aussitôt après le président déclara clôs les travaux de la Réunion.

ANNEXE No. 1

DECLARATION DE LA REUNION DE COORDINATION LATINO-AMERICAINE
DE HAUT NIVEAU PREALABLE A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI
POUR APPUYER LA DECLARATION CONJOINTE FORMULEE PAR LES PRE-
SIDENTS D'ARGENTINE, DU BRESIL, DE LA COLOMBIE ET DU MEXIQUE
LE 19 MAI 1984



"Les représentants des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui participent à la Réunion de coordination latino-américaine préalable à la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, convoquée par le Conseil latino-américain du SELA, ont pris connaissance de la Déclaration conjointe des Présidents d'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique, du 19 mai 1984, sur le problème de l'endettement extérieur et ses répercussions négatives sur les pays de la région, et expriment leur plus ferme soutien solidaire à cette initiative".



ANNEXE No. 2

DECLARATION DE LA HAVANE SUR
L'INDUSTRIALISATION DE L'AMERIQUE LATINE



Nous, représentants des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, réunis à la Havane (Cuba) du 22 au 25 mai 1984, conformément à la Décision No. 157 du Conseil du Système économique latino-américain (SELA) pour adopter une position commune en vue de la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), avons adopté la présente

DECLARATION

I. Déclaration de Quito: position de base

1. Nous réaffirmons les postulats et les principes contenus dans la Déclaration et le Plan d'action de Quito, adoptés en janvier 1984 par les chefs d'Etat ou de gouvernement d'Amérique latine et de la Caraïbe, ou par leurs représentants personnels, et signalons que la situation de crise économique et sociale sans précédents décrits dans lesdits documents a eu des retombées particulièrement négatives sur le processus d'industrialisation en Amérique latine.

II. Evolution du processus d'industrialisation en Amérique latine.

2. Au cours des trois dernières décennies, même si la croissance de l'économie latino-américaine, à la tête de laquelle avançait le secteur industriel, a été plus rapide que celle de la plupart des pays développés, le processus d'industrialisation n'a pas en général modifié sa vulnérabilité externe.

3. Tout en reconnaissant qu'il existe une grande hétérogénéité industrielle dans les pays de la région, nous tenons

à signaler un ensemble de facteurs internes et externes qui, à différents degrés et selon des modalités diverses, ont contribué à provoquer la crise que traverse ce secteur dans la région. Au niveau des facteurs internes, il faut signaler le manque d'articulation efficace au sein du secteur industriel et entre celui-ci et les autres secteurs productifs, ainsi que d'une liaison adéquate entre l'Etat et le secteur productif, aussi bien public que privé. En ce qui concerne les facteurs externes, il faut souligner tout particulièrement la réduction au cours des dernières années des flux financiers, l'élévation croissante des taux d'intérêt, le durcissement du protectionnisme des pays industrialisés, la faiblesse de la demande extérieure et les obstacles aux efforts de rationalisation et de reconversion industrielle que consentent les pays de la région.

4. Les facteurs externes mentionnés traduisent le caractère injuste et inéquitable de la structure qui prévaut actuellement dans les relations économiques internationales et qui conditionne, dans une bonne mesure, la situation critique des économies latino-américaines. Dans ce contexte, nous rejetons la tendance au bilatéralisme au détriment de la coopération multilatérale.

5. Outre les facteurs signalés, la persistance d'un modèle d'industrialisation soutenu, copié et vulnérable vis à vis de l'extérieur n'a pas permis de résoudre les problèmes sociaux fondamentaux de la région, à savoir la pauvreté extrême, la concentration du revenu et l'inégalité d'opportunités.

6. C'est avec une profonde préoccupation que nous constatons que les principes et les objectifs contenus dans les Déclarations de Lima et de New Delhi n'ont pas encore été atteints. Les politiques économiques des pays développés ont influé décisivement sur ces résultats, et on peut même noter, dans certaines de ces nations, une tendance à gommer les faibles progrès enregistrés en matière de coopération internationale.

III. Retombées de la crise sur l'industrialisation de l'Amérique latine

7. Ces dernières années, le processus d'industrialisation de l'Amérique latine a été gravement touché par la crise économique et financière internationale, par les politiques d'ouverture unilatérale et, plus récemment, par celles d'ajustement économique, adoptées par certains pays de la région vis à vis du Fonds monétaire international, à un coût social très élevé.

8. Certains des traits fondamentaux du modèle industriel et technologique calqué des pays développés ne répondaient ni aux besoins actuels et futurs ni au développement des potentialités de la région.

9. Les retombées négatives de la crise sur le développement régional se sont reflétées dans les faits suivants: accroissement des taux de chômage; chute du revenu réel par habitant; réduction de l'activité économique, notamment industrielle, et des importations; diminution des investissements; gonflement de l'endettement extérieur; surgissement d'obstacles supplémentaires au maintien de volume d'exportations adéquats et brusque contraction des flux de capital. En conséquence, la région court le risque de voir se consolider la désindustrialisation constatée au cours des dernières années.

10. Le protectionnisme croissant des pays industrialisés entrave l'instauration d'une division internationale du travail juste et équitable, restreint l'accès sur leurs marchés des exportations des pays en développement et réduit les possibilités de développement de nos pays, touchant même l'accroissement de leurs importations.

11. La crise actuelle n'a pas de précédents historiques et se différencie notablement de celle des années 30. Cette crise a mis en évidence l'interaction d'un très grand nombre de facteurs économiques, politiques et stratégiques, ainsi que l'interdépendance étroite entre les phénomènes conjoncturels et ceux à long terme. Bien que le processus d'industrialisation régionale soit grandement conditionné par la solution à long terme que l'on apportera au problème aigu de l'endettement extérieur, l'élaboration et la mise en pratique de politiques et d'actions adéquates pour faire face aux problèmes critiques sur le court terme exigent une redéfinition profonde du profil industriel de la région.

12. Les problèmes découlant de l'endettement extérieur, en particulier le fardeau que représente son service, sont devenus un obstacle formidable au développement de nos pays. Les relèvements successifs des taux d'intérêt et la perspective de nouvelles augmentations, ainsi que le protectionnisme croissant des pays industrialisés, sont à l'origine du panorama sombre qui prévaut dans l'ensemble de la région. Nos pays ont affirmé leur détermination résolue de surmonter les déséquilibres et de restaurer les conditions qui permettront de relancer et de renforcer la croissance économique, et d'améliorer le niveau de vie de leurs peuples, mais il est impératif que les gouvernements des pays créanciers, les organismes financiers internationaux et la banque privée internationale prennent leur part de responsabilité dans la solution au problème de la dette extérieure,

compte tenu de ses implications politiques et sociales. En conséquence, le réaménagement de la dette, dont les délais de paiement, les différés d'amortissement et des taux d'intérêt compatibles avec la relance de la croissance économique, doit se faire selon des critères souples et réalistes.

IV. Stratégies et orientations politiques pour l'industrialisation de l'Amérique latine

13. Les stratégies et les politiques d'industrialisation de l'Amérique latine doivent se nourrir des expériences du passé, des leçons découlant de la crise actuelle et des défis implicites dans les transformations qu'enregistrent les pays avancés dans les domaines industriel et technologique. La diminution de la vulnérabilité extérieure constitue l'axe qui doit orienter les efforts vers une nouvelle stratégie d'industrialisation latino-américaine.

14. Pour y parvenir, il est nécessaire de promouvoir l'articulation interne du secteur industriel, de renforcer sa liaison avec les autres secteurs producteurs de biens et de services, d'encourager une articulation fertile entre l'Etat et les entreprises ainsi qu'entre les grandes, moyennes et petites entreprises. On encouragerait ainsi une nouvelle stratégie industrielle basée sur la mobilisation efficace des ressources humaines, naturelles et matérielles des pays de la région, ainsi que sur l'élargissement du marché intérieur, ce qui contribuerait à satisfaire dûment les besoins fondamentaux de la population et à accroître la participation de nos économies sur les marchés mondiaux. Il faut stimuler également le développement technologique autonome. Il s'agit de faire face à la crise en substituant à l'imitation acritique l'apprentissage créateur, aussi bien sur le plan national qu'en matière de coopération régionale.

15. Nous réaffirmons que le développement doit être conçu comme un processus intégral, caractérisé par la réalisation d'objectifs et de buts économiques et sociaux qui assurent la participation réelle de la population au processus de développement et à ses bénéfices, ce qui exige la mise en oeuvre de changements structurels profonds.

16. Nous soulignons que, malgré les difficiles circonstances présentes et futures, les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sont fermement déterminés à insister, dans leurs programmes de développement, sur la mise en oeuvre d'une industrialisation indépendante et autosoutenue.

17. Nous soulignons en outre que le développement industriel doit reposer sur une gestion nationale solide et novatrice, capable d'orienter l'industrialisation, et que les investissements étrangers, notamment les activités des sociétés transnationales, dûment supervisés et orientés vers les objectifs nationaux de développement, doivent constituer un complément réel et non se substituer à l'effort national.

18. Sans préjudice des objectifs à plus long terme, les pays de la région ont estimé urgent d'entreprendre des actions immédiates pour soulager les problèmes les plus pressants de leurs économies et, en particulier, ceux de la dépression du secteur manufacturier. Bien que certains pays soient parvenus à mobiliser un grand nombre d'instruments de soutien et de promotion en direction du secteur industriel en vue de défendre l'industrie et l'emploi, nous considérons qu'il faut mettre l'accent sur des aspects tels que l'amélioration de la distribution des revenus, l'accroissement de l'épargne et des investissements intérieurs et la mise en place des mécanismes adéquats pour accéder aux nouveaux progrès technologiques.

19. Nous soulignons la nécessité imprescriptible d'opérer des changements dans l'actuelle structure injuste des relations économiques internationales. Dans ce contexte, il importe de relancer la coopération internationale sur de nouvelles bases, ce qui exige un changement de volonté politique de la part des pays développés, afin de parvenir à des accords significatifs en matière de coopération entre pays développés et pays en développement.

20. Nous réaffirmons notre juste aspiration à ce qu'une partie considérable des énormes ressources qui pourraient être dégagées si l'on arrêtait et inversait la course aux armements dangereuse et improductive, soient destinées à des objectifs de coopération économique internationale, ce qui serait certainement bénéfique pour tous les pays. Dans ce sens, nous réaffirmons que les problèmes de la paix et du développement sont financièrement liés, car sans paix il n'y a pas de développement, et sans développement la paix sera toujours précaire. De même, nous repoussons de nouveau les mesures de coercition économique appliquées par certains pays industrialisés contre les pays de la région, et nous réaffirmons les déclarations pertinentes figurant dans les décisions 112, 113, 148 et 181 adoptées par le Conseil latino-américain du SELA, ainsi que dans la résolution 38/197 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

V. Coopération régionale et inter-régionale

21. Nous réitérons la nécessité impérieuse de mettre en valeur l'immense potentiel régional en renforçant la coopération entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cela est indispensable pour progresser à grands pas dans le domaine de l'industrialisation, non seulement grâce à la complémentarité industrielle, mais encore en mettant au point des

programmes conjoints de coopération qu'on pourrait établir avec les autres régions du monde en développement, en attachant une attention toute particulière aux problèmes des pays les moins avancés.

22. Nous réitérons la nécessité de poursuivre de façon adéquate la mise en place des Programmes de coopération économique et technique entre pays en développement, dans le cadre du Programme de Caracas, en particulier dans le domaine de l'industrialisation. Cette coopération acquiert aujourd'hui une importance toute particulière en raison de la crise que traversent les économies des pays en développement et du manque de progrès en ce qui concerne la coopération économique internationale.

23. Dans ce contexte, nous considérons qu'il est nécessaire d'amorcer un processus de réflexion sur le développement industriel, dans le cadre d'instances régionales telles le SELA et la CEPAL, aussi bien au niveau global que par secteurs, en vue de mettre au point de nouveaux concepts et de nouvelles stratégies. Ceux-ci devraient éviter à tout prix les vices du modèle substitution d'importations; suivre de près les tendances mondiales en matière de développement industriel et les formes d'insérer nos économies dans le contexte d'un redéploiement et d'une restructuration adéquats de l'industrie mondiale; ne pas suivre des politiques d'ouverture unilatérale et non contrôlée; poursuivre la promotion des exportations, ce qui contribuerait à contrer dûment les prises de position provenant des pays développés sur la division internationale du travail. A partir de cette réflexion, on pourra mieux promouvoir la coordination et les consultations en matière de politiques industrielles, ainsi qu'une coopération régionale croissante dans des domaines tels que la complémentarité industrielle, la création de sociétés multinationales et la mise au point de programmes conjoints de recherche technologique.

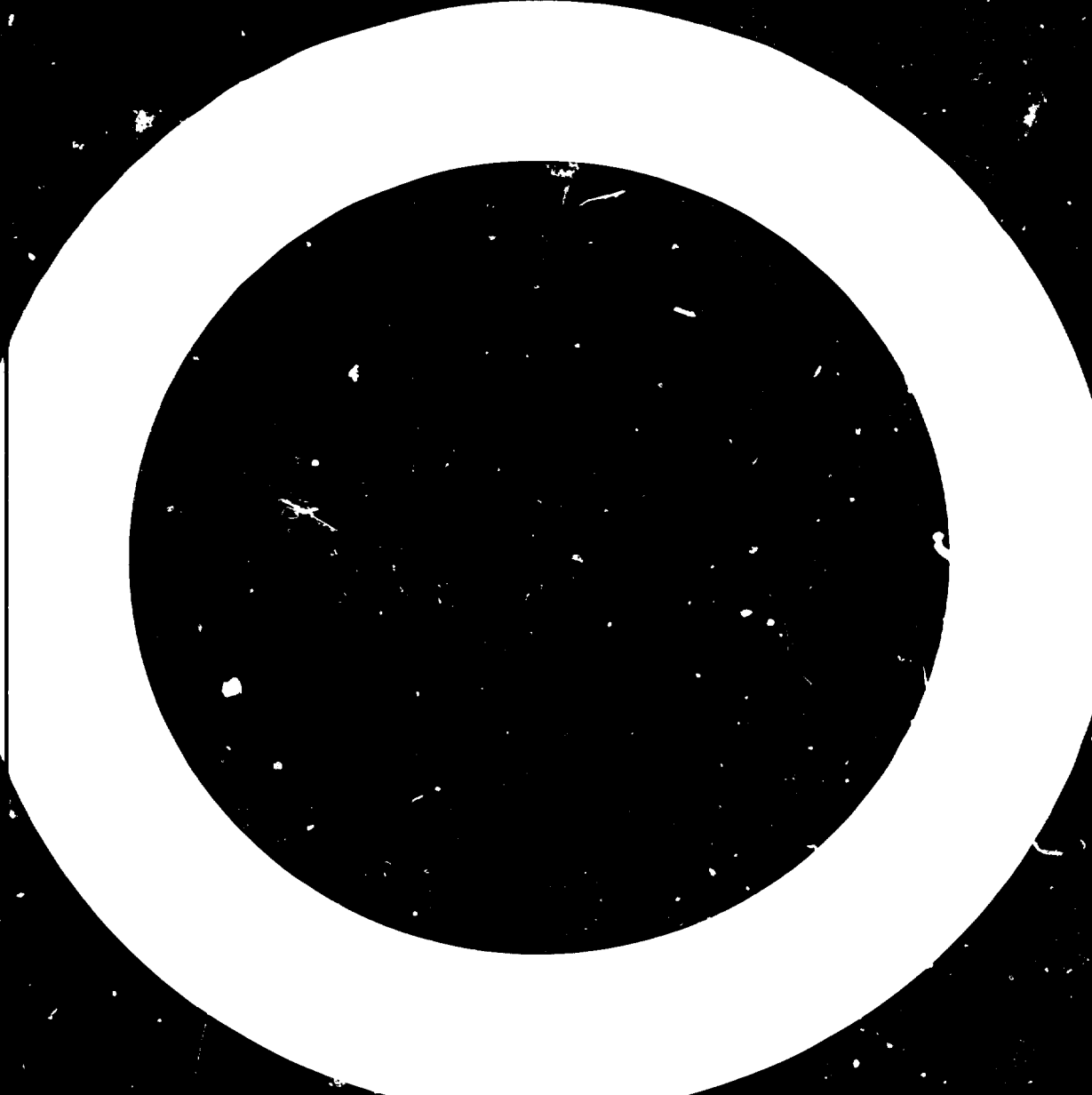
24. A cet égard, la coopération que peut prêter l'ONUDI à ces actions ainsi qu'à la recherche de solutions de remplacement aux problèmes que connaît la région dans son industrialisation revêt une importance particulière.

VI. Quatrième Conférence générale de l'ONUDI

25. Nous affirmons que la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, qui se tiendra à la veille de la nécessaire conversion de cet organisme en institution spécialisée, devra servir d'instance de négociation qui conjugue les différents intérêts et coordonne des positions en vue, dans les plus brefs délais, d'accélérer la coopération internationale en matière de développement industriel, ce qui contribuerait à combler l'écart qui ne cesse de se creuser dans ce domaine entre les pays développés et les pays en développement.

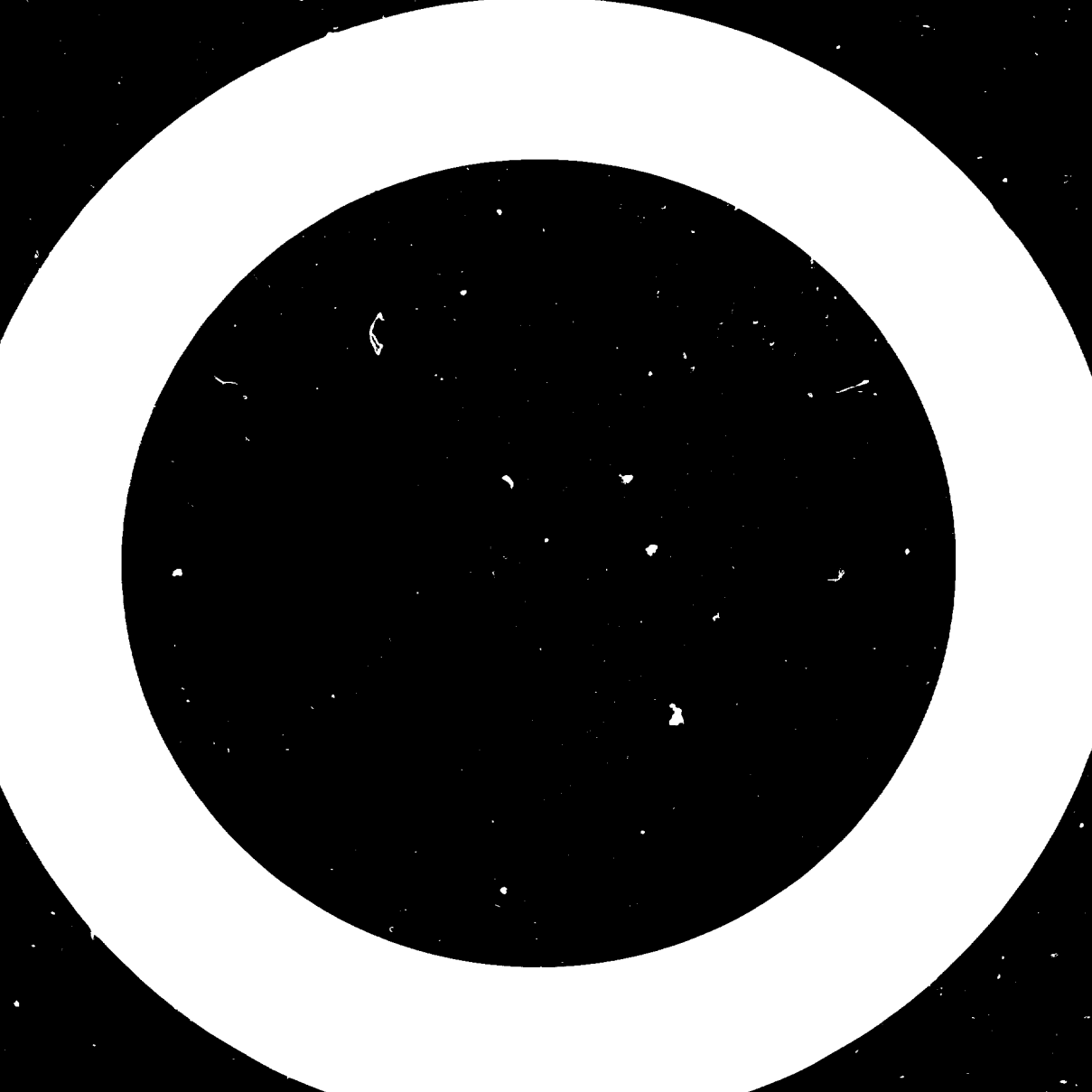
26. En définissant leur position commune en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, l'Amérique latine et les Caraïbes expriment leur solidarité la plus résolue avec les peuples frères d'Afrique et d'Asie, ainsi que leur conviction que l'ensemble des pays en développement participeront à cette importante Conférence selon une plateforme unifiée, solide et pragmatique.

27. Finalement, nous soulignons l'utilité de passer en revue les résultats de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI à la prochaine réunion du Conseil latino-américain du SELA, en prenant en considération les propositions formulées à la présente Réunion de coordination latino-américaine ainsi que les décisions qui seraient prises dans le cadre du Groupe des 77.



ANNEXE No. 3

POSITION COMMUNE DES ETATS MEMBRES DU SELA VIS
A VIS DE LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONU



Point 4

DECLARATIONS ET PLANS D'ACTION DE LIMA ET DE NEW DELHI:
RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE

a) Examen des progrès réalisés et des limitations

Dans le cadre d'une conjoncture économique internationale défavorable, notamment pour les pays en développement, empirée en plus par l'apparition d'une grave crise de type structurelle qui combine des facteurs extérieurs - réduction des courants financiers, taux d'intérêts élevés et croissants, durcissement du protectionnisme dans les pays industrialisés, faiblesse de la demande externe-, obstacles aux efforts de rationalisation et de reconversion industrielles que réalisent les pays de la région (et application de mesures de coercition économique de la part de certains pays développés) -et des facteurs intérieurs- (non-réalisation de changements structurels profonds), absence d'une articulation efficace au sein du secteur industriel et entre celui-ci et les autres secteurs productifs, liaison déficiente entre l'Etat et le secteur productif, qu'il soit public ou privé- la région exprime sa profonde préoccupation devant l'état dans lequel se trouve la coopération internationale, notamment devant les progrès limités qu'enregistre la mise en oeuvre des principes et des objectifs contenus dans les Déclarations de Lima et de New Delhi. A cet égard, les politiques économiques des pays développés ont exercé une influence négative, et l'on peut même constater de la part de certains d'entre eux une tendance à gommer les maigres acquis obtenus en matière de coopération internationale.

b) Perspectives de réalisation des objectifs de Lima

Suite aux débats réalisés sur les perspectives de réalisation des objectifs de Lima, la région estime nécessaire:

- i) De réaffirmer la pleine actualité des principes, objectifs, décisions et buts consignés dans les Déclarations et Plans d'action de Lima et de New Delhi;
- ii) De lancer un nouvel appel aux pays développés pour qu'ils mettent un terme à leurs politiques et mesures protectionnistes, modifient en faveur des pays en développement les termes de l'échange injustes qui prévalent, diminuent les taux d'intérêt, accroissent leur aide publique au bénéfice des pays en développement, et reprennent sans retard la ronde de négociations globales, enlisée actuellement faute d'une volonté politique de leur part, afin d'aboutir à des solutions immédiates aux problèmes les plus brûlants des pays en développement, notamment celui de l'industrialisation;
- iii) D'impulser, du fait de son importance cruciale, la coopération régionale et inter-régionale entre les pays en développement dans le domaine industriel;
- iv) De demander au secrétariat de l'ONUDI de maintenir sous examen permanent la mise en oeuvre des Programmes d'action de Lima et de New Delhi, et de procéder aux évaluations pertinentes et d'en informer périodiquement le Conseil du développement industriel;
- v) De réaffirmer l'intérêt des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans une coopération effective et soutenue de l'ONUDI avec les efforts d'industrialisation que consentent les pays de la région pour

surmonter la crise qu'ils traversent actuellement. A ces fins, l'ONUDI devrait compléter et renforcer les activités que réalisent les organismes régionaux, en particulier la CEPAL et le SFIA.

Point 5 a) Ressources humaines

Les pays latino-américains et des Caraïbes estiment:

- Qu'il faudrait promouvoir dans les différents pays, au niveau national, des mécanismes d'information sur des politiques d'industrialisation qui permettent de planifier dûment la valorisation des ressources humaines indispensables au développement industriel. Ainsi que des programmes de formation technique et administrative qui envisagent non seulement la mobilisation de ressources financières mais aussi l'assistance technique des pays développés, à travers l'ONUDI.

- Que les efforts nationaux devraient être complétés par des contacts permanents entre les centres d'enseignement et de formation existant dans différents pays, ainsi que par la mise en marche de programmes extra-régionaux de formation et de recyclage.

- Que les pays développés doivent soutenir résolument la création et le développement de centres régionaux et sous-régionaux de formation de main-d'oeuvre et contribuer davantage au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.

- Que le transfert d'une industrie ou d'une technologie donnée vers un pays en développement devrait s'accompagner, dans la mesure du possible, de la formation technologique des ressources humaines adéquates.

Que, même compte tenu de la participation croissante des femmes au développement des pays de la région, l'industrialisation pourrait être accélérée par une plus grande participation de leur part aux efforts consentis dans ce sens. Cet objectif peut être atteint grâce à une formation qui permettrait de mieux préparer les femmes à participer aux différents projets,

spécialement dans les domaines de la technologie de la production et de l'administration.

- Que l'ONUDI devrait, de concert avec les organismes qui s'occupent de la planification nationale, coopérer à un inventaire des ressources humaines nécessaires à l'exécution des programmes nationaux de développement industriel.

Point 5 b) Renforcement des capacités scientifiques et technologiques

Les pays latino-américains et des Caraïbes estiment:

- Que l'écart technologique qui se creuse toujours plus entre pays développés et pays en développement devrait être comblé pour promouvoir l'industrialisation et le développement économique de ceux-ci. Il est urgent d'assurer concrètement une amélioration substantielle des efforts et des résultats pour garantir un transfert de technologie qui soit vraiment et effectivement bénéfique aux pays en développement et qui tienne compte des besoins et des intérêts nationaux.

- Prient instamment les pays développés membres de l'organisation d'allouer un supplément de ressources financières aux activités qui visent à renforcer le potentiel et les structures techno-scientifiques des pays en développement. Et ce, sans porter atteinte aux bases du développement industriel, économique et social de ces derniers, de façon à ce que ces structures constituent un moyen efficace d'assurer le renforcement des capacités scientifiques et technologiques indispensables à l'industrialisation de nos pays.

- Pensent que la concertation d'accords et la création de centres internationaux de sciences pures et de sciences appliquées à l'industrialisation constituent un autre moyen approprié de promouvoir l'industrialisation des pays en développement, ainsi que la coopération entre ceux-ci et les pays développés.

L'ONUDI devrait:

- Intensifier les programmes de transfert de technologie des pays développés vers les pays en développement, dans des conditions telles qu'elles contribuent au développement

intégral de ceux-ci, ainsi qu'entre gouvernements et petites et moyennes entreprises des pays en développement, et entre ces derniers et les pays développés, même pour ce qui a trait à la technologie de pointe.

- Stimuler la création d'un cadre de politique d'action nationale en matière de technologie au service de l'industrialisation, ainsi que des stratégies du développement technologique, aussi bien à l'échelle nationale qu'au niveau régional.

- Promouvoir la collecte et la divulgation d'informations technologiques, ainsi que le suivi des tendances technologiques mondiales par le biais des systèmes et organismes internationaux existants.

- Promouvoir et faciliter, par l'intermédiaire de mécanismes opérationnels concrets, le développement technologique des pays en développement dans des secteurs prioritaires, tels que la technologie de pointe, les nouvelles branches de la technologie et la technologie des nouveaux matériaux, ainsi que le maintien d'une information actualisée sur les transformations technologiques et structurelles qui s'opèrent dans les pays développés.

- Promouvoir la création de centres régionaux et sous-régionaux dans les pays en développement, en vue d'engendrer, de développer, de transmettre et d'adapter la technologie, et de soutenir les programmes menés à bien dans les centres déjà existants.

Point 5 c) Mobilisation des ressources financières en vue de
l'industrialisation

Les pays latino-américains et des Caraïbes estiment que:

- Compte tenu de la nécessité impérieuse de surmonter la conjoncture actuelle extrêmement défavorable aux économies et à l'industrialisation des pays en développement, aggravée de plus par leur très fort endettement extérieur et par les conditions onéreuses des ressources financières extérieures, les remboursements à effectuer par les pays en développement doivent représenter un pourcentage raisonnable de leurs exportations et être assimilables par leurs économies et leurs processus d'industrialisation.

A cet effet, il faut élargir significativement les délais et différés d'amortissement; diminuer drastiquement les intérêts, marges, commissions et autres frais liés à leurs dettes financières; recommander des mesures pour éviter le relèvement constant des taux d'intérêt, ce qui fait gonfler la dette extérieure des pays en développement, rend toujours plus difficile le paiement du service de la dette, diminue les possibilités de crédit et entrave lourdement le processus d'industrialisation.

Les procédures de réaménagement des dettes doivent exclure des politiques d'ajustement draconiennes et d'un coût économique et social élevé, et s'accompagner des mesures commerciales indispensables pour améliorer l'accès des exportations sur les marchés des pays développés et de l'élimination de la part de certains d'entre eux de mesures protectionnistes et discriminatoires toujours plus dures.

Ils réitérèrent finalement que la responsabilité du problème de la dette extérieure doit être assumée à part égale par les pays débiteurs, les pays créanciers, la banque privée internationale, ainsi que par les organismes financiers multilatéraux.

- Il faudrait de même promouvoir une mobilisation des courants de ressources extérieures et intérieures additionnelles et adéquates, de façon à ce qu'elles contribuent à assurer une réindustrialisation ordonnée et soutenue dans les pays en développement, dont des actions conjointes destinées à obtenir de nouvelles ressources financières, dans des conditions mieux adaptées, pour assurer la relance industrielle, entre autres une étude portant sur la création de nouveaux mécanismes qui permettraient de dégager des ressources et de canaliser des flux financiers adéquats vers les pays en développement en fonction de leur industrialisation. Il faut impérieusement dégager des ressources additionnelles pour contribuer au processus de développement industriel des pays en développement, en insistant sur les secteurs prioritaires pour le développement régional : agro-industrie, biens d'équipement, développement et maîtrise des technologies appropriées à nos intérêts et besoins nationaux. Il faut également examiner avec les gouvernements respectifs de nouvelles formes de concertation d'accords de co-production ou de coentreprises, d'accords de financement du commerce extérieur, d'accords d'assimilation de technologies par l'intermédiaire de contrats de licence et d'ingénierie, etc.

- Il faudrait renforcer la coopération financière internationale pour augmenter le commerce inter-régional de produits manufacturés, promouvoir la création de sociétés multinationales régionales et faciliter la coopération technologique.

- L'ONUDI devrait coopérer dans la mesure du possible, de concert avec les organismes régionaux, à l'exécution

des mandats du Plan d'action de Quito et, dans le cadre de son système de consultations, continuer de tenir ses réunions de consultations périodiques sur le financement du développement industriel, en vue de dégager les moyens de mobiliser des ressources financières additionnelles destinées au développement industriel.

- Les pays développés qui ne l'auraient pas encore fait doivent être exhortés à allouer, selon l'objectif fixé, 0,7% de leur Produit national brut à l'aide publique au développement à partir de 1985, cette contribution devant se faire sous forme de dons, sans aucun type de liens ou de conditions.

Point 5 d) Energie et industrialisation

Les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes considèrent:

- Qu'il faut accorder une plus grande importance au rapport qui existe entre l'énergie, l'industrialisation en général et les différentes branches de l'industrie, et renforcer, sur le plan régional latino-américain, les fonctions de coordination et de coopération énergétique réalisées dans le cadre de l'OLADE et promouvoir l'appui de l'ONUDI à ses programmes.

- Qu'il faut encourager la fabrication locale d'équipements énergétiques dans laquelle la région a des possibilités de le faire, ainsi que le transfert de technologie utile à ces fins.

- Que l'ONUDI doit continuer à promouvoir des programmes de coopération dans le secteur de l'énergie et de l'industrialisation en faveur des pays en développement.

- Que la coopération entre pays en développement, dans le cadre de ce secteur, doit comprendre, entre autres:

- . la formulation de stratégies pour le développement de ressources énergétiques
- . le renforcement de réseaux d'information sur la technologie énergétique et industrielle
- . la formation du personnel et le financement
- . l'échange d'expériences pour la conservation de l'énergie
- . l'établissement d'entreprises multinationales de biens de capital pour les services d'ingénierie et de consultations et d'autres services connexes dans le domaine de l'énergie.

Point 5 e) Restructuration et redéploiement de l'industrie mondiale

Les pays latino-américains estiment que:

Il faut promouvoir la restructuration et le redéploiement industriels en prenant en compte les objectifs nationaux des différents pays intéressés et favoriser la coopération internationale entre pays développés et pays en développement afin d'assurer une production mondiale plus équilibrée et plus équitable.

- La restructuration et le redéploiement industriels dans les pays développés, suite à des transformations technologiques ou autres, ne doivent pas porter préjudice aux pays en développement.

- Les pays en développement devraient consentir les plus grands efforts pour parvenir à un développement autosoutenu de leur industrialisation, afin d'éliminer au maximum la vulnérabilité de leurs industries, d'augmenter leurs capacités productives et de les adapter aux changements technologiques et aux besoins du marché intérieur, régional et international, en assurant parallèlement une distribution équitable des revenus au sein de la population.

- Les pays en développement et les pays développés doivent maintenir un dialogue et une concertation permanente, de sorte que l'industrialisation s'opère de façon ordonnée et favorise les deux parties, mais notamment les pays en développement, grâce à un renforcement du Système de consultations et aux Consultations informelles entre groupes régionaux au sein de l'ONUDI.

- Les pays en développement doivent coordonner leurs efforts pour parvenir à une coopération industrielle plus large et plus efficace, en analysant l'évolution de l'économie mondiale en vue d'en contrecarrer les retombées nocives.

- Aussi est-il opportun d'envisager au sein de l'ONUDI les points suivants:

Les pays développés membres doivent être exhortés à prendre notamment en compte la nécessité que la restructuration et le redéploiement industriels se réalisent en fonction des objectifs, des priorités et des aspirations nationaux des pays en développement, et non comme un moyen d'expansion des sociétés transnationales, qui recourraient à une main-d'oeuvre bon marché, transféreraient des industries désuètes ou polluantes et fomenteraient le commerce interfirmes, tout en maintenant inaltérable leur dessein de maximiser les profits.

- Le renforcement et le développement du Système de consultations qui, une fois définis les principes de coopération généraux, entreprendrait de mettre au point des accords multilatéraux sur des cadres indicateurs relatifs à la coopération sectorielle, ce qui éviterait ainsi l'apparition de pratiques pouvant porter préjudice à ce multilatéralisme.

- La création d'un Service consultatif sur la restructuration industrielle au sein du Secrétariat de l'ONUDI.

- La mise au point d'une série de programmes spéciaux interdépendants qui permettraient d'ajuster les structures industrielles actuelles.

- La promotion de sociétés multinationales régionales pour l'exécution de projets industriels d'intérêt commun.

- Le développement approprié des petites et moyennes industries et la mise au point de programmes et d'institutions spécialisés dans ce domaine.

- La promotion sélective de l'industrie des biens d'équipement dans le secteur primaire, le bâtiment, les télécommunications et l'énergie.

- L'intensification des analyses portant sur les changements de la structure productive mondiale, et des sous-secteurs industriels.

- Le renforcement des services de promotion des investissements et de redéploiement, en vue de constituer un réseau de centres nationaux.

Point 5 f) Transformation industrielle locale

Les pays latino-américains et des Caraïbes estiment que:

- Les pays en développement devraient industrialiser dans la mesure du possible leurs ressources locales afin d'atteindre un développement économique autosuffisant, de diminuer leur dépendance extérieure et de participer davantage au commerce international de biens industriels, en vue de quoi il faudrait renforcer le contrôle national sur les activités des sociétés transnationales pour éliminer les effets négatifs qui ne seraient pas compatibles avec leurs objectifs et leurs possibilités nationales.

- Il faudra favoriser la conclusion d'accords de complémentarité industrielle, d'accords commerciaux à long terme et le développement des sociétés multinationales entre pays en développement.

- Il est utile de fomenter l'articulation indispensable entre la transformation industrielle des matières premières et d'autres secteurs industriels, et l'industrialisation de l'économie à l'échelle nationale.

- Les pays développés doivent éliminer les barrières protectionnistes et les tarifs progressifs appliqués aux produits ouvrés des pays en développement.

Point 5 g) Développement rural

Les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes considèrent que:

- Le développement rural intégral réclame dans chaque pays une stratégie d'industrialisation propre, conformément à ses nécessités et à ses ressources et requiert une articulation adéquate avec l'industrialisation nationale. En ce sens, les actions qui seront adoptées dans l'un ou l'autre secteur doivent tenir compte de leurs conséquences réciproques.

- La création de centres de développement industriel, de centres de services, d'encouragement à la formation de la main d'oeuvre, de capacités nationales pour assimiler la technologie avancée et engendrer une technologie propre et le financement, représentent des éléments fondamentaux pour la formulation et la mise en marche d'un programme de développement agro-industriel, qui puisse comprendre des actions de coopération sur le plan national, régional et international.

- La coopération entre pays en développement et entre ceux-ci et les pays industrialisés, devient utile et possible dans le secteur du développement agro-industriel.

- La création, tout en respectant les caractéristiques régionales, de Comités d'action sur la sécurité alimentaire régionale dans d'autres régions en développement, comme cela aurait été réalisé dans le cadre du SEIA, permettrait de compter sur d'importants mécanismes dans l'obtention de l'autonomie alimentaire.

- Le développement rural, dans le cadre de l'ONUDI, doit être limité à l'industrialisation rurale, en laissant à

des organismes tels que la FAO, la Commission de développement social des Nations Unies et d'autres, différents aspects de ce développement, tout en s'assurant la coordination appropriée entre ces organismes. Il faudrait également que les activités de recherche et d'assistance de l'ONUDI soient intensifiées dans ce domaine.

Point 5 h) Les pays les moins avancés

Les pays latino-américains estiment que:

- Les pays les moins avancés devraient recevoir plus d'attention de la part de la communauté internationale. Celle-ci devrait même adopter des mesures novatrices en matière de financement, d'assistance technique et de commerce.

- L'ONUDI pourrait aider ces pays dans les domaines suivants: formulation de politiques et de plans; études globales de leurs ressources; préparation de projets industriels; formation technologique; création d'entreprises et d'usines pilotes, etc., grâce à la mise en oeuvre véritable du Nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés.

Point 5 i) Renforcement de la coopération économique entre
pays en développement

Les pays latino-américains estiment que l'absence de volonté politique de certains pays développés a empêché les pays en développement de participer plus largement à la production industrielle mondiale. Ils estiment également opportun de renforcer la coopération économique entre eux dans des conditions d'égalité, d'avantages mutuels et de solidarité.

A l'échelle sous-régionale et régionale, ils estiment qu'il faut:

- Renforcer les schémas d'intégration économique, en définissant le rôle que la programmation industrielle et agricole doit y jouer.
- Stimuler la création de sociétés multinationales latino-américaines dotées de capitaux régionaux, qui pourraient compter sur une large participation du capital privé et public.
- Utiliser le pouvoir d'achat du secteur public pour stimuler le commerce, la complémentarité industrielle, le progrès technologique, ainsi que pour maximiser l'utilisation des capacités installées.
- Mettre en place des programmes de coopération économique à l'intention des pays relativement les moins avancés en vue de diminuer les disparités actuelles.
- Créer des centres technologiques spécialisés régionaux et sous-régionaux.
- Développer la formation de ressources humaines dans des centres nationaux, régionaux et sous-régionaux.

- Consolider dûment les capacités consultatives en matière industrielle.

- Renforcer la coopération financière entre les organismes pertinents, régionaux et sous-régionaux.

- Etablir des préférences commerciales et des accords de complémentarité entre pays de la région afin d'assurer, entre autres, la production de biens d'équipement.

Il semble également important de concrétiser une coopération industrielle entre pays en développement de différentes régions et, dans ce sens, de souligner les possibilités de coopération entre pays en développement qu'offre la création de comités d'action.

L'ONUDI devrait:

- Renforcer la contribution qu'elle apporte au moyen de son Programme de coopération industrielle entre les pays en développement (CIPD) en lui octroyant la priorité dans ses activités globales.

- Soutenir la mise en oeuvre des mandats en matière d'industrialisation compris dans le Plan d'action de Caracas sur la coopération entre pays en développement.

- Favoriser, en organisant des réunions et en stimulant les branches industrielles et d'investissement, des négociations qui permettraient la constitution de co-entreprises multinationales entre pays en développement.

- Promouvoir une plus grande participation au Système d'échanges de renseignements techniques (TIES) et mettre au

point des accords et des contrats-types pour faciliter la création et le développement de co-entreprises multinationales entre pays en développement.

- Prêter une assistance pour la mise au point de mécanismes de coopération destinés à développer les capacités technologiques.

- Définir et mettre en marche des mécanismes de coopération concrets entre pays en développement.

- Dresser, en coordination avec les pays intéressés, un inventaire des besoins de ceux-ci et de leur potentiel de production de biens d'équipement d'ici à l'an 2000, actualiser les annuaires sur la technologie et les bureaux d'ingénierie et informer sur les centres nationaux et régionaux chargés de divulguer l'information et de former des personnels spécialisés.

- Augmenter significativement sa contribution technique et administrative aux activités des pays en développement, et promouvoir la mobilisation des ressources financières à ces fins.

- Prêter une assistance pour identifier et formuler des projets industriels intéressant les pays en développement.

- Réaliser le suivi des activités qui pourraient découler de l'aide technique concrète accordée aux pays les moins avancés dans le cadre de la coopération économique entre pays en développement.

Point 6

DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

La Réunion de coordination latino-américaine a exprimé, au cours de ses débats, son soutien résolu à la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Point 7

ROLE DE COORDINATION DE L'ONUDI AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES EN CE QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

La Réunion de coordination latino-américaine a réitéré la position des pays latino-américains et des Caraïbes: L'ONUDI, en consultation et en coopération avec d'autres institutions du système des Nations Unies, doit être l'instrument principal de coordination et d'application des efforts visant à promouvoir l'industrialisation, ainsi qu'une instance de négociations au sein du système. La Réunion a estimé de la plus grande importance que l'ONUDI dans l'exercice de ses fonctions, fixe les grandes lignes de force de l'action à réaliser pour promouvoir la coopération internationale en vue de l'industrialisation nationale, régionale et mondiale, conformément aux objectifs de sa constitution. Dans ce sens, et afin d'éviter le doublonnage d'efforts, il faut que l'ONUDI exerce une coordination inter-institutionnelle efficace au sein du système des Nations Unies.

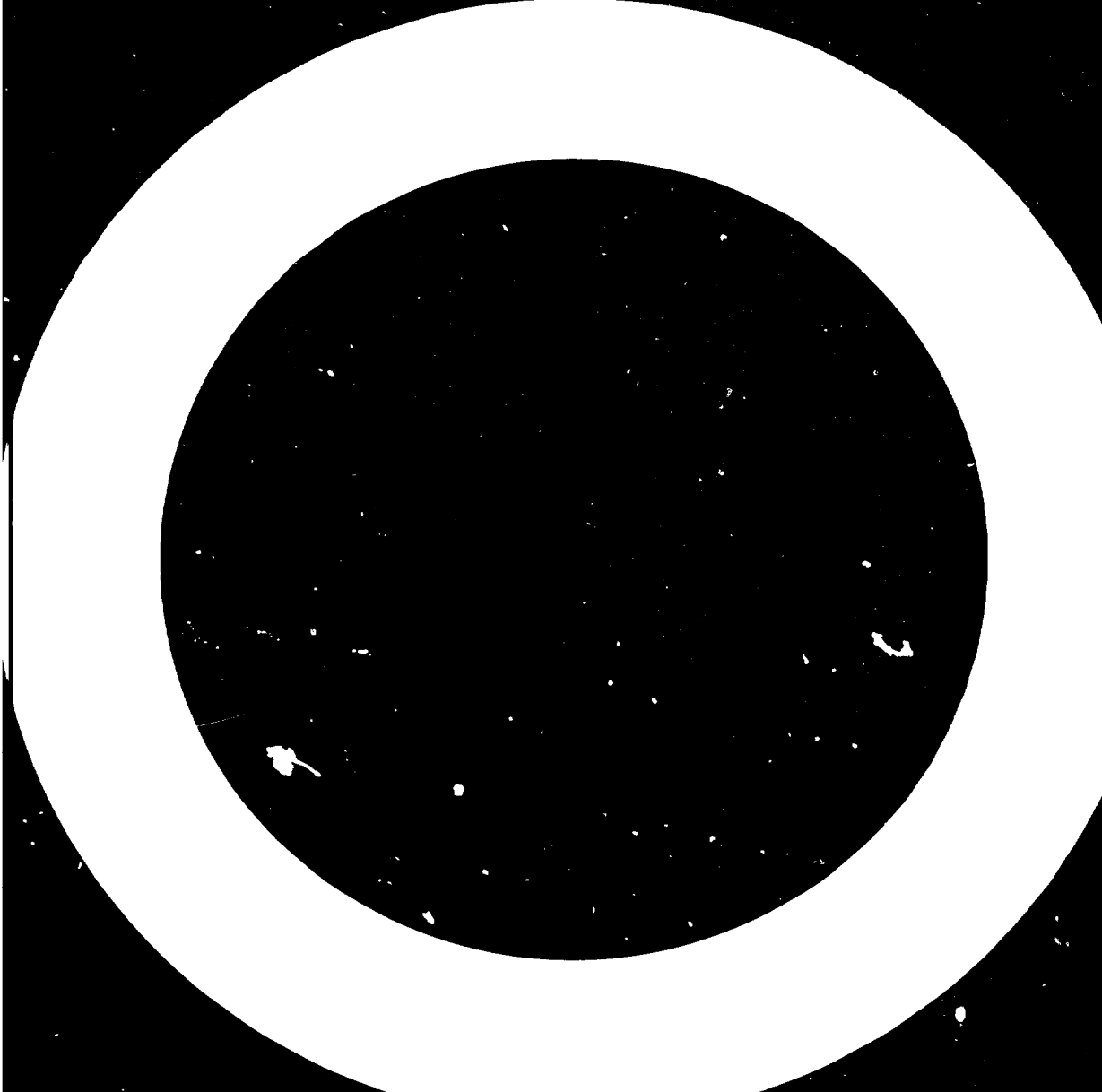
Autres recommandations

1. La Réunion de coordination latino-américaine estime que la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, en tant qu'expression de la coopération internationale pour le développement, doit dûment répondre aux besoins de développement industriel de tous les pays en développement. Dans ce sens, la Réunion a accordé au cours de ses débats une attention spéciale et une importance particulière aux points suivants:

- i) Mobilisation des ressources financières en vue de l'industrialisation;
- ii) Restructuration et redéploiement de l'industrie mondiale;
- iii) Renforcement de la coopération économique entre pays en développement;
- iv) Renforcement du potentiel scientifique et technologique en vue de l'industrialisation des pays en développement;
- v) Mise en valeur des ressources humaines;
- vi) Energie et industrialisation.

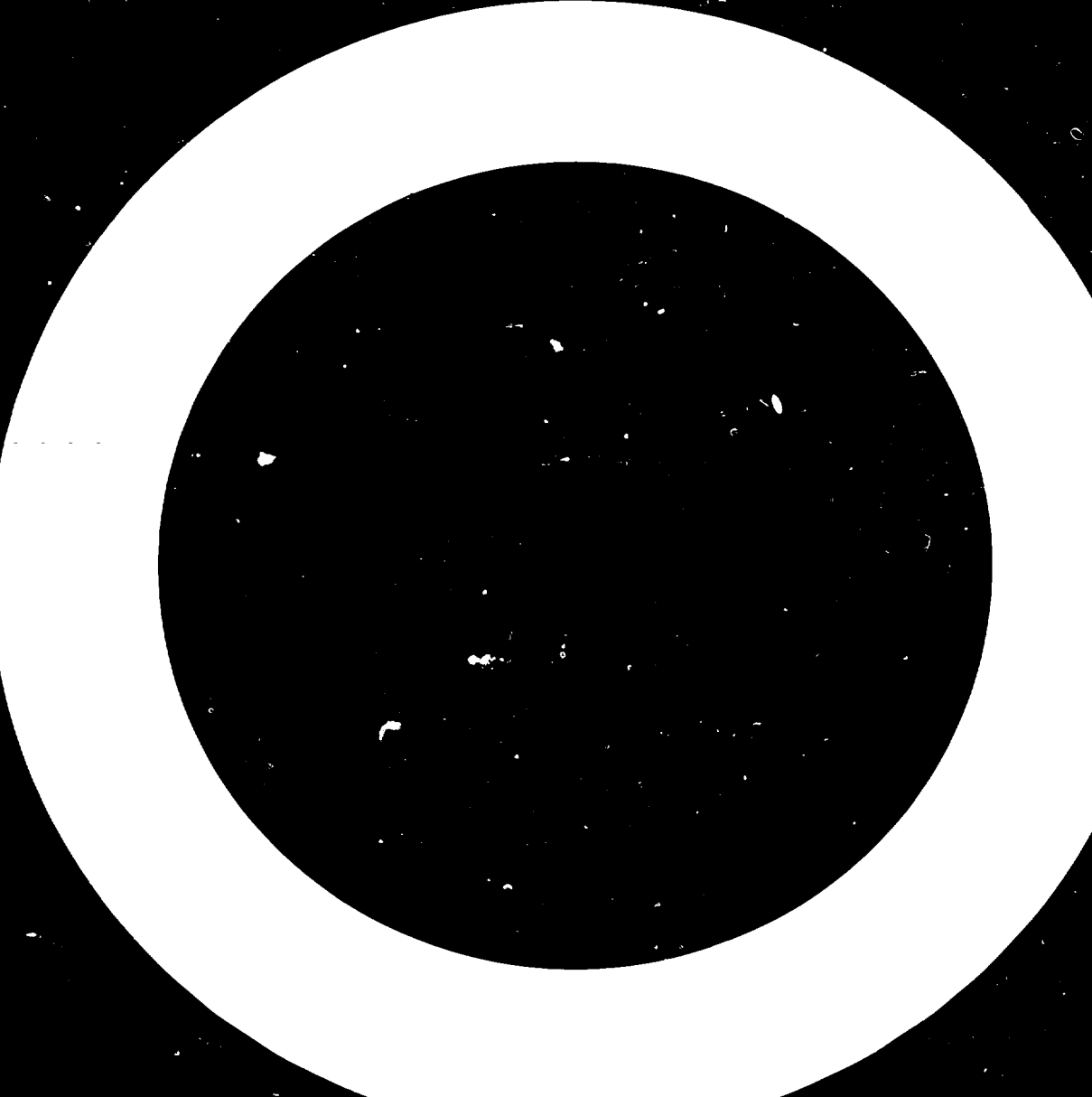
2. La Réunion de coordination latino-américaine estime qu'étant donné que l'Amérique latine et les Caraïbes ne sont pas représentés par un Directeur au Secrétariat de l'ONUDI, il devient indispensable de satisfaire cette aspiration légitime et exprimée à maintes reprises et de faire le nécessaire pour que la région soit dûment représentée dans la catégorie Directeurs, conformément à une distribution géographique stricte et équitable.

3. La Réunion de coordination latino-américaine recommande que la quatrième Conférence générale prévoie, à la fin de ses travaux, à Vienne, des consultations informelles entre groupes régionaux qui sous la direction du président du Conseil du développement industriel, examineraient les principaux aspects de l'industrialisation, adopteraient les conclusions pertinentes sur la coopération internationale entre groupes régionaux et informeraient le Conseil du développement industriel du résultat de leurs travaux.

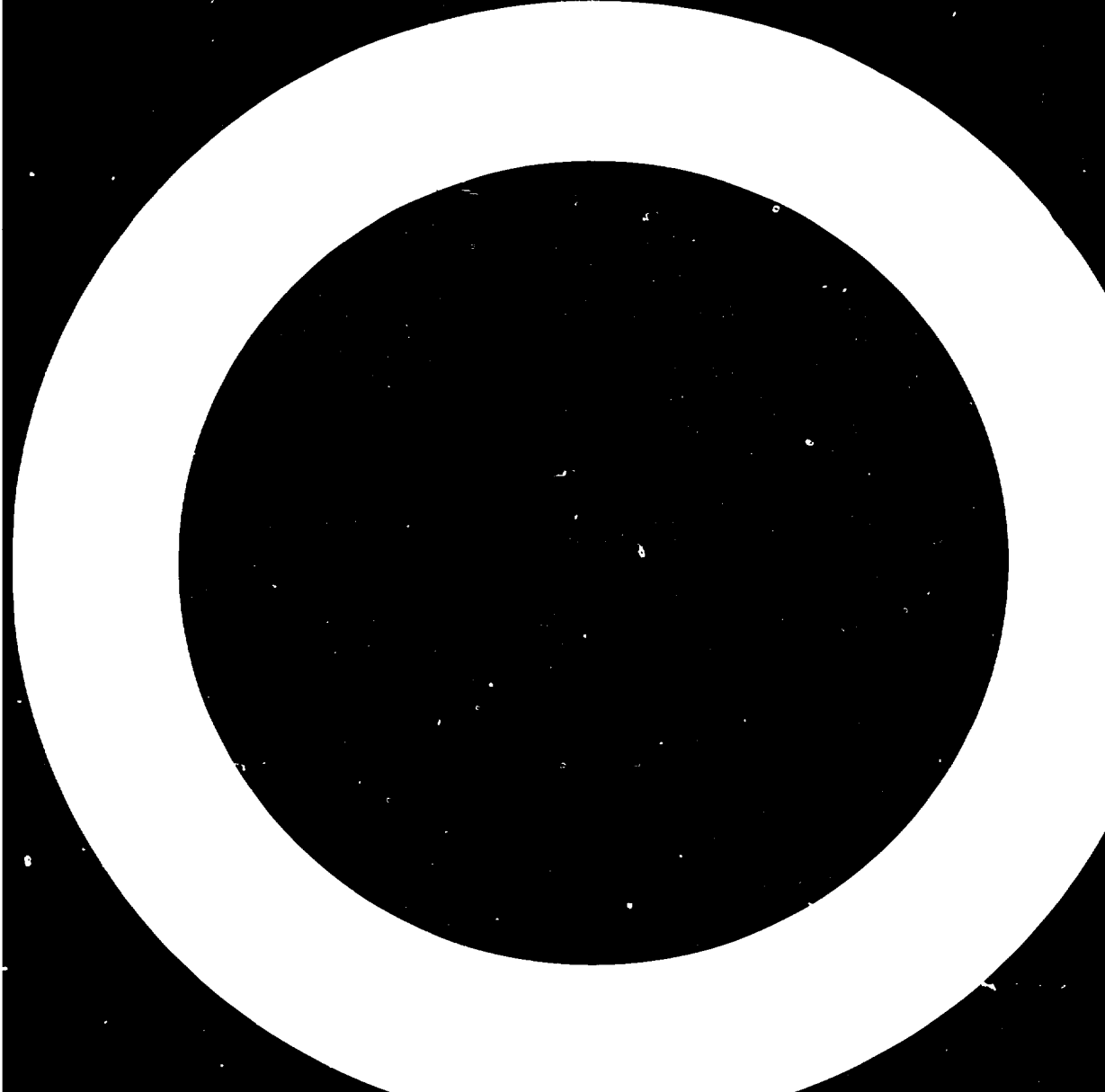


ANNEXE No. 4

DISCOURS PRONONCES AU COURS DE LA
REUNION DE COORDINATION LATINO-AMERICAINE DE HAUT NIVEAU,
PREALABLE A LA IV CONFERENCE GENERALE DE L'ONU



EXPOSE DE M. HECTOR RODRIGUEZ LLOMPART,
PRÉSIDENT DU COMITE D'ETAT DE COLLABORATION
ECONOMIQUE DE LA REPUBLIQUE DE CUBA, LORS DE LA SEANCE INAUGURALE



Monsieur Abd-El Rahman Khane, directeur exécutif de l'ONUDI;
Monsieur Sebastián Alegrett, secrétaire permanent du SELA;
Messieurs les délégués;
Camarades,

Je tiens à vous souhaiter, au nom du gouvernement de Cuba, la bienvenue la plus cordiale ainsi qu'un séjour agréable vous invitant à jouir de l'hospitalité traditionnelle de notre peuple. Je tiens également à exprimer ma profonde conviction que les résultats de cette réunion seront fructueux et contribueront grandement au renforcement des liens d'unité et de solidarité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Nous tenons à saisir cette occasion pour traiter des conditions dans lesquelles, à notre avis, se déroulera la prochaine Conférence générale de l'ONUDI, et exposer certaines vues sur les thèmes les plus importants qui y seront abordés.

La quatrième Conférence générale de l'ONUDI se tiendra dans des conditions peu prometteuses du fait, en premier lieu, de la menace contre la paix qui pèse sur l'humanité et de la course aux armements effrénée imposée par la puissance impérialiste nord-américaine, ce qui constitue une lourde entrave aux efforts en faveur du développement.

En deuxième lieu, la Conférence se tiendra dans une conjoncture économique internationale des plus sombres, et sans issue à court terme. On prévoit au contraire que la situation sera encore plus difficile à l'avenir pour les pays en voie de développement, du fait que les pays capitalistes développés à tendance impérialiste s'entêtent à maintenir des conditions onéreuses et totalement injustes dans les relations économiques internationales, en vue de préserver leurs privilèges au prix de l'exploitation et de la misère des pays du tiers monde.

Il importe également de tenir compte d'une autre circonstance, à savoir que la quatrième Conférence générale de l'ONUDI culminera le processus au terme duquel l'Organisation se transformera sous peu en institution spécialisée du système des Nations Unies.

C'est pourquoi nous devons impérieusement conjuguer nos efforts pour qu'une coopération plus étroite et plus efficace de notre part permette à la quatrième ONUDI d'atteindre des résultats positifs et de transformer l'Organisation de telle sorte qu'elle puisse réellement atteindre les objectifs qui sont sa raison d'être.

Sans vouloir entrer dans une analyse qualitative et tout en acceptant, malgré leurs insuffisances, les objectifs pour l'industrialisation fixés dans les Programmes d'action de Lima et de New Delhi, nous pouvons constater que les pays en voie de développement sont encore loin des 25% de participation à l'industrie mondiale et des 30% de participation au commerce international des produits manufacturés, prévus dans ces programmes; les prévisions actuelles estiment cette participation à quelque 13,5% du total mondial, chiffre totalement insuffisant.

Lors de la Conférence latino-américaine sur l'industrialisation, tenue à Mexico en 1974, la région d'Amérique latine et des Caraïbes s'était fixé l'objectif de 13,5% de participation à l'industrie mondiale pour l'an 2000. Dix années après, nous sommes cependant loin d'atteindre cet objectif et la dégradation des économies de la région a atteint des limites insupportables.

Les faibles résultats obtenus et la situation économique très précaire de la région dans ces cinquante dernières années sont dus à plusieurs facteurs.

L'économie mondiale traverse actuellement la crise la plus profonde de toute son histoire, provoquée dans les principaux pays capitalistes développés par des problèmes de caractère structurel et aggravée par les politiques financières, de crédit et commerciales adoptées par ces pays dans le but de préserver leurs privilèges. Dans la conception et mise en oeuvre de cette politique, les Etats-Unis comme la plus importante puissance impérialiste jouent un rôle clé et imposent au monde les effets d'un déficit budgétaire aux proportions brutales.

Le genre de relations que les grands centres économiques internationaux ont imposé à l'Amérique latine leur a permis, par le truchement de l'injuste structure économique internationale qu'ils ont eux-mêmes créée, de faire retomber les pires effets de la crise internationale sur les économies chétives de la région. L'application toujours plus ouverte de mesures protectionnistes, l'aggravation de l'échange inégal, les retombées de l'inflation et le coût insoutenable de la dette extérieure, constituent les principaux éléments transférés aux économies latino-américaines et caraïbes par les pays dominants, tout particulièrement par les Etats-Unis et leurs alliés impérialistes les plus proches.

Le Fonds monétaire international, organisation qui constitue le bras des finances nord-américaines, joue un rôle représentatif et décisif dans cette politique asphyxiante.

Par ailleurs, les politiques internes de notre région ont surtout mis en place des modèles de développement basés sur une industrialisation reposant sur la dépendance envers les principales sociétés transnationales, avec les effets néfastes que cela implique, sur une croissance de la consommation inaccessible aux couches les plus pauvres ainsi qu'aux larges masses

populaires, sur l'emprunt massif d'énormes ressources financières externes, mais sans qu'on n'opère jamais les changements structurels internes qui s'avèrent péremptoires et inéluctables, en vue d'assurer une distribution plus juste du revenu et de permettre à tous les secteurs sociaux de participer aux bénéfices du développement et à la prise de décisions découlant de ce processus.

Cela étant, la croissance économique que de nombreux pays considéraient un processus permanent et que certains ont confondu avec un développement économique et social véritable s'est estompée: au contraire, ces dernières années, nos économies ont connu une décroissance permanente qui menace de devenir durable.

Les aspirations de la région, prometteuses il y a quelques années, s'envolent en endettements insupportables, en récession permanente, en chômage massif et en sous-utilisation brutale de la capacité industrielle existante. La réalité amère est que le produit interne brut continue à accuser en 1983 une diminution négative qui s'élève à 3,3%. L'inflation a atteint 13% l'année dernière et continue à un rythme accéléré. Le revenu par habitant a diminué, au cours de la dernière période triennale, de 10%; les importations de la région ont chuté d'environ 45% et environ 50% des recettes d'exportation sont destinées à éponger le service onéreux de la dette extérieure.

La région, de façon concertée, a toujours mieux pris conscience de cette réalité et a adopté des positions unitaires et solidaires pour affronter les problèmes, tout en luttant avec acharnement pour modifier les relations économiques internationales qui lui ont été imposées et pour faire reconnaître ses intérêts et ses aspirations au développement économique et social.

Les principes, objectifs et buts qui figurent dans les Déclarations et Plans d'action de Lima et de New Delhi en matière d'industrialisation, et, plus récemment, la Déclaration et le

Plan d'action adoptés à la Conférence latino-américaine de Quito, tenue au début de cette année, témoignent de cette position d'unité et de lutte de la région pour ses justes intérêts. Deux organismes régionaux ont joué un rôle décisif à cette Conférence, la CEPAL et le SELA; ce dernier ayant reçu la mission d'assurer le suivi des actions adoptées à la Conférence avec le soutien des chefs d'Etat des pays latino-américains et caraïbes, ou de leurs représentants personnels.

La Conférence de Quito a souligné que les pays de la région étaient confrontés à des problèmes économiques communs auxquels il fallait faire face de façon concertée, et qu'il fallait présenter à tout prix cet esprit unitaire et solidaire.

Parmi les thèmes abordés à Quito, une importance particulière doit être accordée à la situation financière qui nous accable du fait de la dette extérieure contractée par la région, ainsi que de l'insertion de celle-ci dans un système financier international caduc qui ne fonctionne qu'au profit des pays les plus riches et les plus puissants.

L'élévation sans contrôle des taux d'intérêt, décrétée par les banques nord-américaines avec le soutien implicite de leur gouvernement arrogant, au mépris des graves problèmes auxquels sont confrontés leurs débiteurs, en particulier les pays latino-américains, dépasse les possibilités d'assimilation de nos pays, ce qui prouve la vulnérabilité et la dépendance de nos économies, ainsi que la nécessité impérieuse de renforcer l'unité et la cohésion régionale pour faire face à cette situation.

Voilà quelques jours, les banques nord-américaines ont décidé d'augmenter les taux d'intérêt d'un demi-point,

ce qui a soulevé à juste titre des protestations énergiques de la part de plusieurs pays de la région. Cette mesure a provoqué un accroissement du service de la dette de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'ordre de 1,5 milliard de dollars par an, ce qui met en danger l'aspiration de beaucoup de nos pays de faire honneur aux engagements contractés avec les banques, car cette mesure sape brutalement la capacité de paiements de nos pays, déjà gravement détériorée pour des raisons susmentionnées.

Permettez-moi de suggérer la prise en compte de cette situation tragique dans nos délibérations, et un soutien commun à la région face à ces mesures injustes et insupportables.

La nécessité de nous unir pour résoudre et affronter les problèmes auxquels nous sommes confrontés, est à la fois belle et symbolique. Il y a vingt-cinq ans, notre président, le compañero Fidel Castro, en visite à Buenos Aires, a dit : "Il est temps que les peuples d'Amérique latine consentent un effort quotidien afin de trouver une solution réelle à leurs maux, qui sont de caractère économique". Aujourd'hui, depuis cette même terre, le président Alfonsín dénonce la politique financière des banques nord-américaines à l'égard des pays sous-développés, en particulier des pays latino-américains et Caraïbes, et nous demande d'intensifier notre action conjointe et concertée pour faire face aux problèmes.

La dette extérieure dramatique de la région a récemment incité les présidents de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique, à lancer un appel à la convocation d'une conférence des ministres des Finances et des ministres des Affaires étrangères des pays latino-américains et caraïbes, en vue de promouvoir un effort concerté de la communauté internationale visant à adopter les actions et les mesures

de coopération qui permettraient de résoudre les graves problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous soutenons vigoureusement cette convocation.

Je tiens à réitérer ici, encore une fois, notre soutien aux résultats de la Conférence latino-américaine de Quito, aux actions entreprises par le Système économique latino-américain (SELA), ainsi qu'à toute autre action commune qu'on adopterait dans cette lutte pour préserver les intérêts légitimes et justes de la région.

Messieurs les délégués,
Messieurs les invités,
Camarades,

Notre région n'est pas seulement victime de la situation économique actuelle; le gouvernement des Etats-Unis y recourt au chantage, à la menace et à la force contre certains de nos pays, pour la simple raison que ceux-ci ont décidé d'exercer leur droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales et de choisir librement leur destinée.

L'invasion de la Grenade, incroyable mais brutalement réelle, montre que la politique du big stick persiste dans notre région et qu'on a recours à la force de la façon la plus cynique et la plus traîtresse pour occuper un pays, qui est victime aujourd'hui d'une répression impitoyable. Ce fait a été justement condamné par plus de cent gouvernements à l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que par l'opinion publique internationale, sans que le dirigeant du pays agresseur en ait pour autant perdu l'appétit, comme il l'a reconnu lui-même.

Se basant sur cette même philosophie absurde, l'administration Reagan, au mépris absolu de l'opinion publique internationale et méconnaissant les décisions adoptées par certains des principaux organes des Nations Unies, prétend imposer sa volonté au gouvernement et au peuple nicaraguayens, et encourage, organise, soutient et entreprend, ténébreusement et sans vergogne, des actions visant à détruire leur Révolution, dans une vaine tentative d'instaurer de nouveau dans le pays la situation privilégiée de l'époque de Somoza.

Un acte abominable et inqualifiable est le minage des ports nicaraguayens, violation grossière des principes civilisés les plus élémentaires et attentat direct contre l'activité commerciale internationale.

Cette politique belliciste et agressive de l'impérialisme le plus brutal de notre époque doit être stoppée par notre lutte, car elle constitue le plus grand attentat contre la paix de la région et la cause de ses principaux problèmes. Ainsi, la lutte pour la paix devient un objectif fondamental pour nos pays. Comme l'a dit notre président Fidel Castro à l'Assemblée générale des Nations Unies: "Sans paix il n'y aura pas de développement et sans développement il n'y aura pas de paix", sentence qui a été adoptée par nos gouvernements à la Conférence latino-américaine de Quito.

C'est pourquoi nous réitérons notre soutien aux efforts du groupe de Contadora pour trouver un règlement politique aux problèmes centre-américains, dont l'origine réside dans les conditions économiques, sociales et politiques existant dans la région, et qui ne peuvent être résolus par le recours à la force militaire de la part de l'impérialisme.

Messieurs les délégués,
Messieurs les invités,
Camarades,

S'il est vrai que la situation internationale devient de plus en plus critique, nous ne devons pas pour autant renoncer à envisager notre avenir avec optimisme prudent et à réitérer notre confiance dans le fait que l'Amérique latine possède la force et les conditions nécessaires pour poursuivre ses efforts en faveur du développement économique et social de ses peuples, pour accroître sa coopération et son unité, et pour faire valoir ses aspirations légitimes dans le domaine de l'industrialisation.

Il faut matérialiser l'impulsion donnée par nos gouvernements, lors de la Conférence latino-américaine de Quito, à la coopération régionale, car l'expansion économique et technique entre nos pays constitue un cadre adéquat pour contribuer au développement économique et social auquel nous aspirons, à travers, entre autres voies, la complémentarité industrielle.

Dans ce sens, en analysant nos processus d'industrialisation, nous devons tenir compte de l'aspect qualitatif. La croissance industrielle peut donner une fausse impression de développement, alors que nous devons aspirer à une industrie nationale, intégrée qui utilise rationnellement les ressources du pays, qui soit solidement liée aux autres sphères économiques et qui garantisse le bien-être de tous les secteurs de la population.

Tout cela présuppose, comme condition inéluctable, la levée des obstacles externes qui représentent, la politique des grands pays impérialistes de maintenir à jamais les rapports d'inégalité et d'exploitation de nos richesses qui caractérisent l'ordre économique actuel, avec sa séquelle de

protectionnisme, de pressions financières et de sévère politique d'extorsion à travers des délais et des taux d'intérêt insupportables. Mais aussi la suppression des obstacles intérieurs, à savoir la persistance, dans les pays de la région, de structures économiques et sociales empêchant une juste distribution du revenu. Pour cela, nos économies doivent s'adapter aux nécessités d'une industrialisation correcte, et nos peuples se transformer en véritables protagonistes et principaux bénéficiaires du développement.

La coopération internationale est indispensable à tout processus d'industrialisation, en vue d'assurer l'accès aux technologies, de promouvoir et de réaliser la valorisation des ressources humaines, de faciliter des flux financiers dans des conditions justes et assimilables, et de permettre l'accès normal et sans restrictions au marché international.

Dans ce sens, nous considérons que cette réunion préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI peut adopter les mesures nécessaires en vue de promouvoir, à l'échelle nationale et internationale, les actions pertinentes à même de viabiliser ce processus d'industrialisation qui constitue l'une de nos plus chères aspirations.

Les ressources humaines constituent un maillon très important dans ce processus. Les sciences se lient toujours davantage à la pratique, au développement technologique et à l'élaboration de programmes efficaces de nature à assurer l'utilisation rationnelle et optimum de nos ressources, ce qui ne peut être atteint que grâce à une participation décisive de l'homme et à son perfectionnement constant. Pour atteindre cet objectif, nous considérons que les institutions et les organismes internationaux, en particulier l'ONUDI, doivent accroître leur aide financière et technique à cette valorisation des ressources humaines qu'exige le processus de développement industriel.

Pour ce qui est du redéploiement industriel, nous rejetons ce concept, puisqu'il consiste à transférer aux pays en voie de développement les industries qui ne sont plus rentables pour les centres développés, parce que à forte intensité de main-d'oeuvre, ou à transférer des technologies périmées, polluantes ou inférieures au niveau technologique mondial. Nous rejetons également l'idée d'attribuer des bénéfices démesurés aux sociétés transnationales qui sont les seules à tirer profit d'un processus d'industrialisation qui n'en est pas un.

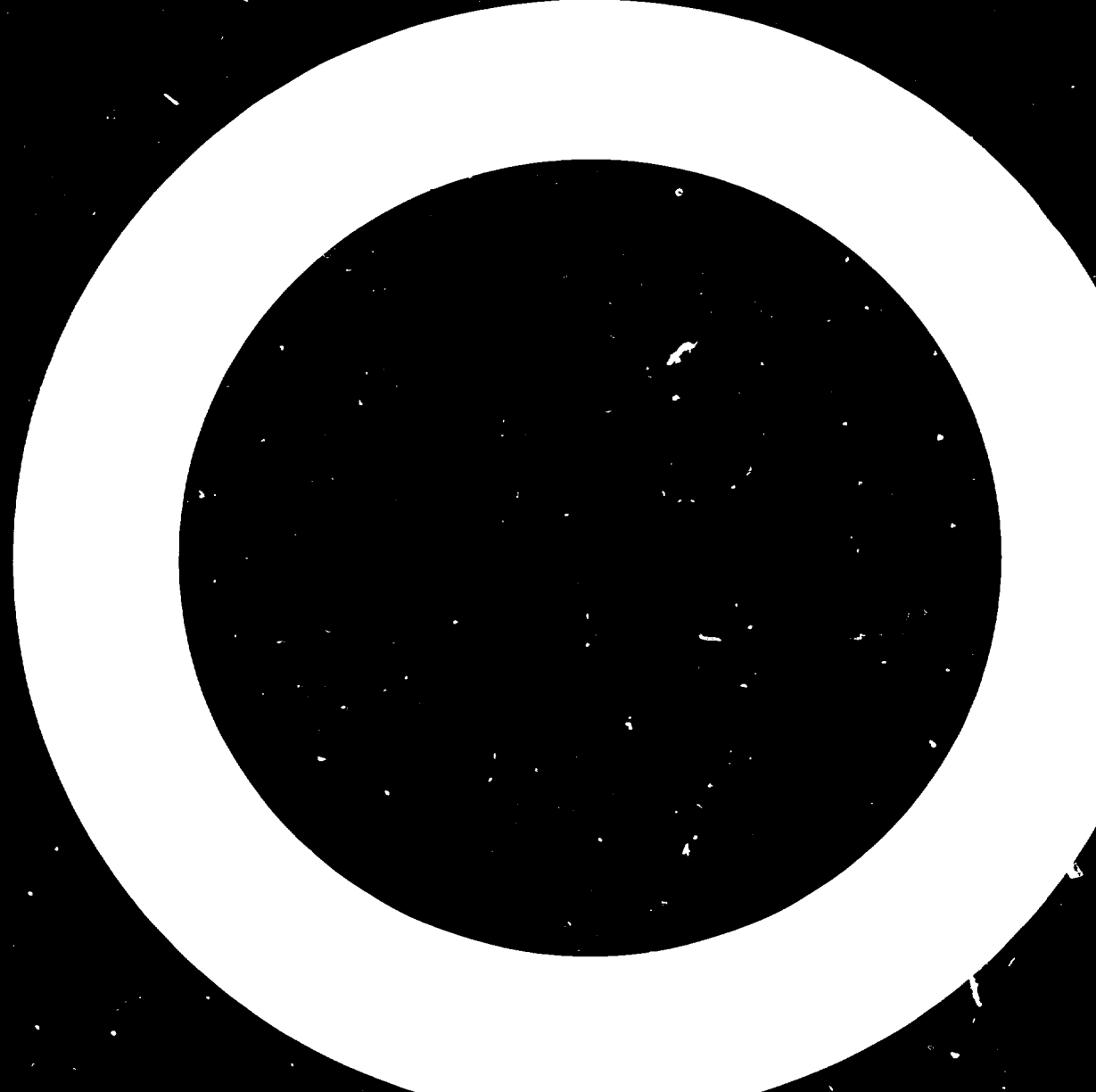
Cuba attache une importance toute particulière aux activités de l'ONUDI et apprécie à leur juste valeur les efforts qu'elle consent en faveur de l'industrialisation des pays en voie de développement.

C'est pourquoi je me félicite de réitérer encore une fois le soutien de notre gouvernement à l'Organisation, de saluer les efforts consentis par son directeur, M. Khane, et de souhaiter la prompte conversion de l'ONUDI en institution spécialisée du système des Nations Unies.

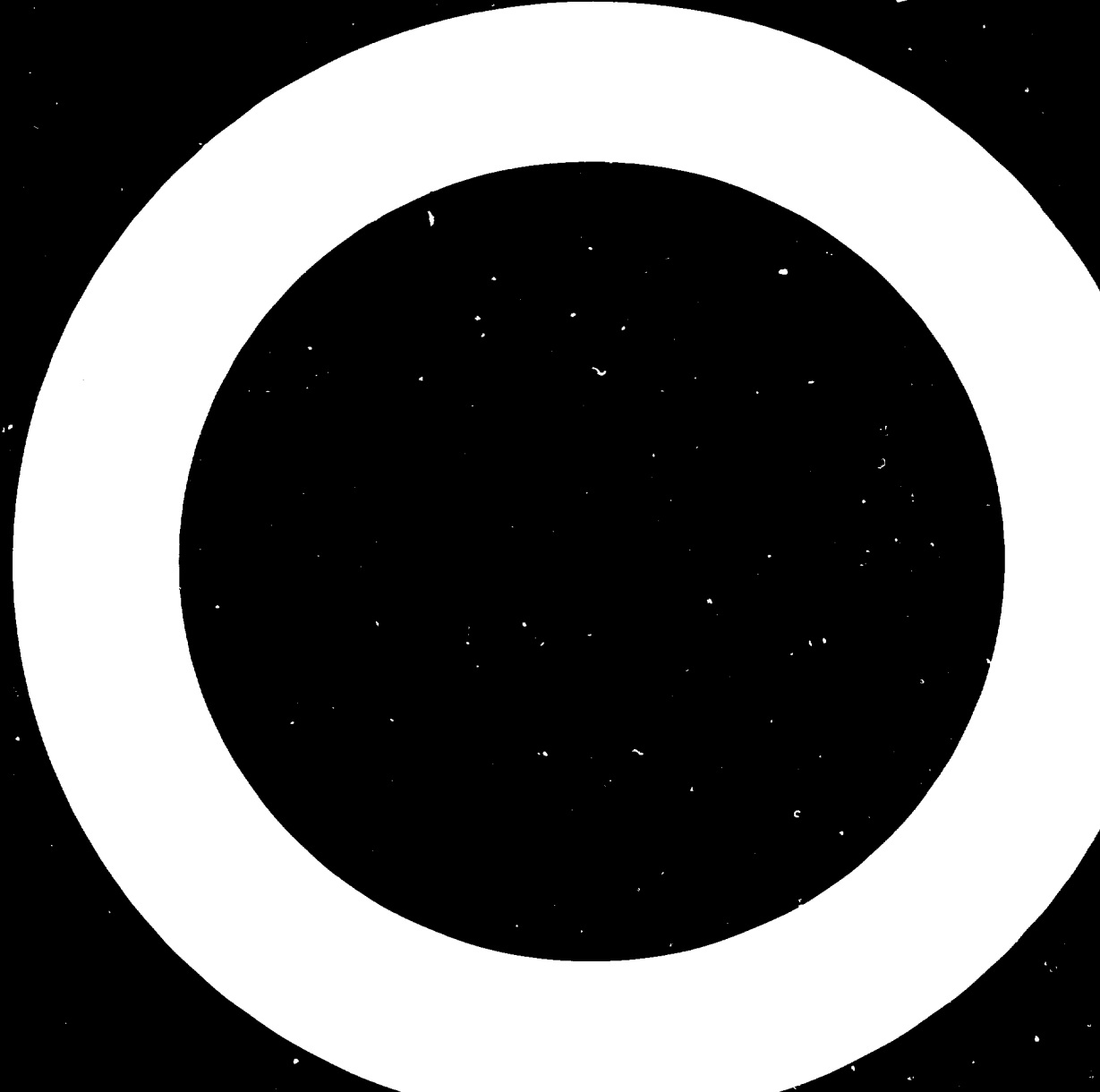
Je tiens également à exprimer ma reconnaissance au SELA pour avoir organisé cette réunion dans notre pays, et à réitérer notre soutien à la tâche importante qu'il réalise en faveur du développement de notre région, dans les difficiles conditions actuelles.

Nous réitérons notre conviction que cette réunion sera couronnée de succès, et que ses résultats favoriseront l'unité et la cohésion des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Je vous remercie.



DISCOURS DE M. ABD-EL RAHMAN KHANE
DIRECTEUR EXECUTIF DE L'ONU



M. le ministre de l'industrie sidérurgique et mécanique;

Honorables ministres;

Chers délégués;

M. le secrétaire permanent du SELA;

Mesdames et messieurs;

1. C'est pour moi un grand privilège et un grand plaisir de participer à cette importante réunion. Au nom de l'ONUDI et en mon nom personnel, je tiens à vous remercier, monsieur le ministre, et vous M. Alegrett, honorable secrétaire permanent du SELA, de m'avoir invité à cette réunion préalable à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI qui, nous le savons, se tiendra à Vienne du 2 au 18 août prochains. Je désire aussi saisir l'occasion qui m'est offerte pour remercier très sincèrement par votre intermédiaire, Monsieur le ministre, Son Excellence M. Fidel Castro Ruz, commandant en chef et président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres, ainsi que le Gouvernement et le peuple cubains, de l'accueil chaleureux et de la généreuse hospitalité dont nous avons fait l'objet depuis notre arrivée dans cette belle et historique ville de la Havane.

Excellences,

2. Vous disposez pour vos délibérations de la documentation préparée par l'ONUDI sur les différents thèmes du programme. J'ai également trouvé très intéressant le rapport élaboré par le secrétariat du SELA qui aborde largement différents thèmes du programme de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI et identifie différentes questions pour que vous en débattiez. Je suis convaincu que, compte tenu de la situation économique et sociale spécifique de l'Amérique

latine et de la Caraïbe, ainsi que du rôle marquant que joue cette région dans le panorama industriel du tiers monde, les résultats de cette réunion revêtiront une signification spéciale pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

3. Vous vous souviendrez que la Déclaration et le Plan d'action de Lima, approuvés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en 1975, avaient dégagé un certain nombre de principes qui précisaient pour l'essentiel une stratégie globale qui tendait à renforcer la capacité industrielle des pays en développement. On sait notamment que la Déclaration et le Plan d'action de Lima demandaient une participation accrue maximale des pays en développement à la production mondiale totale, pour que celle-ci atteigne, du moins, 25% de la production industrielle mondiale d'ici à l'an 2000. La coopération industrielle devait fournir la principale impulsion dans la réalisation de cet objectif. Malheureusement, les progrès enregistrés depuis 1975 dans ce sens se sont avérés désastreusement lents. De 1975 à 1982, la participation des pays en développement à la production industrielle mondiale est passée de 10% à environ 11%. De plus, la majorité de cette augmentation de la production industrielle du tiers monde n'a correspondu qu'à quelques pays. De 1975 à ce jour, on n'a enregistré aucun changement appréciable dans la plupart des pays en développement. La tendance historique dans son ensemble semble indiquer que la production industrielle des pays en développement ne représentera en l'an 2000, au mieux, que guère plus de 16% de la production industrielle mondiale.

Excellences,

4. Les très maigres résultats obtenus à ce jour dans

la réalisation de l'objectif de Lima reflètent à notre avis dans une grande mesure, le fait que la conjoncture économique internationale a été d'un bien faible secours. Dans la seconde moitié des années 70, les pays en développement ont dû faire face, pour une part, à l'élévation des prix des biens intermédiaires et d'équipement, de l'énergie, des services technologiques et des connaissances techniques. Ils ont dû faire face en même temps à la dégradation de leurs balances des paiements, provoquée par les prix déprimés de leurs exportations agricoles et minérales traditionnelles, ainsi que par le fait que les marchés se sont fermés à leurs exportations de biens manufacturés. Par ailleurs, la prolongation de la récession économique mondiale a prouvé avec beaucoup d'acuité que, dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, le processus d'industrialisation des pays en développement est extrêmement sensible à la conjoncture économique mondiale. De fait, le Nord ne dépend pas autant du Sud que le Sud dépend du Nord dans la plupart des principaux secteurs économiques, y compris des politiques monétaires des pays du Nord qui portent directement préjudice au processus d'industrialisation. Il semble en outre que la préoccupation des pays industrialisés pour leurs problèmes économiques et sociaux intérieurs a pris et continue de prendre le pas sur une vision adéquate de la coopération internationale et des problèmes de la pauvreté dans les pays en développement. Les politiques protectionnistes des pays du Nord reflètent en grande partie cette attitude.

5. Les perspectives d'industrialisation dans les pays en développement ne sont pourtant totalement bouchées pour la prochaine décennie, même si elles impliquent plusieurs problèmes difficiles. En effet, si le Sud doit agir, au lieu d'être un simple spectateur de sa vulnérabilité aux taux d'intérêt élevés, du gonflement de sa dette et de ce qui constitue presque une désindustrialisation partielle dans

maints pays en développement, il semble opportun d'examiner les options à la lumière d'une coopération plus efficace entre eux dans les différents domaines de la technologie, de l'énergie, du financement, du commerce et de la valorisation des ressources humaines. En d'autres termes, pour mener à bien la tâche complexe de déclencher et de maintenir un processus d'industrialisation relativement autonome dans les pays en développement, la stratégie industrielle pertinente doit pouvoir combiner un plan technologique et énergétique avec le genre de valorisation des ressources humaines qui s'avèrerait compatible avec lui; et pour que ce plan, qui couvre de nombreux aspects, soit couronné de succès, chacun des pays en développement doit faire face avec courage à la question de la coopération Sud-Sud dans cette conjoncture historique.

Excellences,

6. Si les nombreuses tentatives d'établir un dialogue Nord-Sud ont produit quelques résultats, c'est bien une meilleure prise de conscience de la nécessité de définir de nouvelles dimensions d'interdépendance mutuelle. Il est absolument évident de nos jours que cette interdépendance doit tendre à récupérer les taux de croissance économique de l'après-guerre, ce qui ne sera possible à notre avis qu'en fomentant la demande dans les pays en développement. Par conséquent, il faut faire en sorte que, grâce à une association véritable de la communauté internationale, on donne l'impulsion nécessaire à la revitalisation des marchés du Sud qui sont pour la plupart déprimés, grâce à un développement économique et industriel soutenu. Ce n'est qu'ainsi que le Sud pourra fournir à son tour une stimulation considérable à la prospérité du Nord.

7. Je tiens à cet égard à insister sur le fait que les progrès technologiques -comme ceux obtenus dans les domaines de la micro-électronique et de l'ingénierie génétique- auront, selon toutes les prévisions, des conséquences appréciables sur la structure et l'ampleur de la production industrielle, et que les pays en développement peuvent en tirer profit. Néanmoins, pour que ces possibilités se concrétisent, les pays en développement devront élaborer individuellement et collectivement des politiques et des programmes d'action concrets pour évaluer dûment les nouvelles technologies et renforcer leur capacité de les faire servir à leurs propres besoins.

8. La crise de devises actuelle, qui porte préjudice à l'industrie des pays en développement a mis plus que jamais en évidence les déficiences des systèmes monétaire et financier internationaux en vigueur. La question de la mise en place d'un mécanisme institutionnel innovateur pour financer l'industrialisation des pays en développement, notamment celle des pays en développement les plus pauvres, devra par conséquent continuer de figurer à l'ordre du jour de toutes les délibérations internationales qui cherchent à revitaliser et à accélérer l'industrialisation des pays en développement.

Excellences,

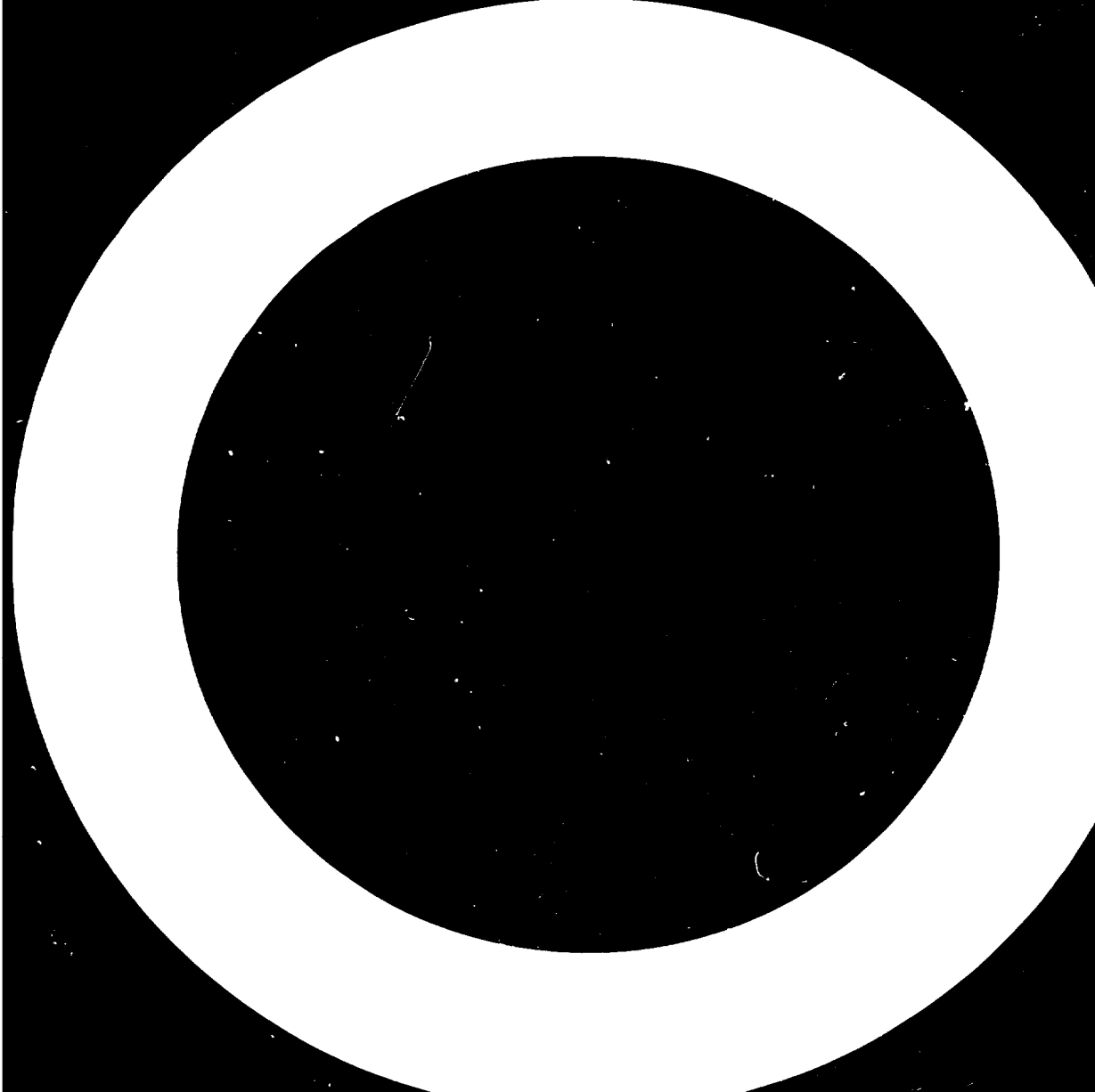
9. Dans une conjoncture industrielle mondiale en évolution, la quatrième Conférence générale de l'ONUDI prendre une signification spéciale, puisqu'elle permettra de dresser un inventaire des faits survenus depuis les Déclarations et Plans d'action en matière de développement industriel et de coopération de Lima et de New Delhi. Elle fournira l'occasion d'examiner les problèmes clés du développement industriel auxquels sont confrontés les pays en développement et de tracer une nouvelle ligne d'action pour aboutir à un processus renouvelé et soutenu d'industrialisation.

10. Comme vous pouvez le constater, la crise économique mondiale se caractérise notamment par une grave pénurie des ressources financières, technologiques et autres indispensables pour relancer et mener à bien l'industrialisation des pays en développement. Ceci constitue un défi à relever, surtout grâce à des mesures concrètes à l'échelle nationale. Cela exigera aussi un engagement renouvelé de coopération internationale, aussi bien Nord-Sud que Sud-Sud. L'ensemble de l'Amérique latine et de la Caraïbe possède d'ores et déjà une base industrielle qui n'est inférieure à aucune autre du tiers monde. Même si ceci n'a pas été chose facile, la base industrielle de la région a atteint un degré de maturité considérable puisqu'elle est à même de produire des biens de production et d'équipement. Exception faite des problèmes de l'endettement, que j'estime véritablement très importants, bien que de caractère transitoire, cette région considérée dans son ensemble est devenue à mon avis moins sensible aux impacts extérieurs. L'ONUDI a porté et continue de porter beaucoup d'intérêt à ce qui se passe dans cette région, et a mis en place de fait des programmes de coopération étroite avec les organisations régionales et sous-régionales ainsi que nationales notamment dans des domaines tels que le développement des industries des biens d'équipement, de la technologie et de l'énergie, ainsi qu'en matière de coopération industrielle internationale. Par son processus d'industrialisation, la région de l'Amérique latine et de la Caraïbe a accumulé à ce jour des ressources considérables sur les plans de la technologie, de la gestion, de la main-d'oeuvre des services institutionnels pour le développement industriel. Ces acquis ouvrent incontestablement de meilleures perspectives à une coopération active et productive dans la région et avec les autres pays plus démunis du tiers monde. Une preuve récente de cette coopération régionale est la Déclaration de Quito et le Plan d'action adoptés par la Première Conférence économique latino-américaine, la mise en place d'un comité d'action au SELA, en vue de soutenir le développement économique et social de l'Amérique centrale, ainsi que d'autres initiatives. Ce qui s'avère le plus encourageant

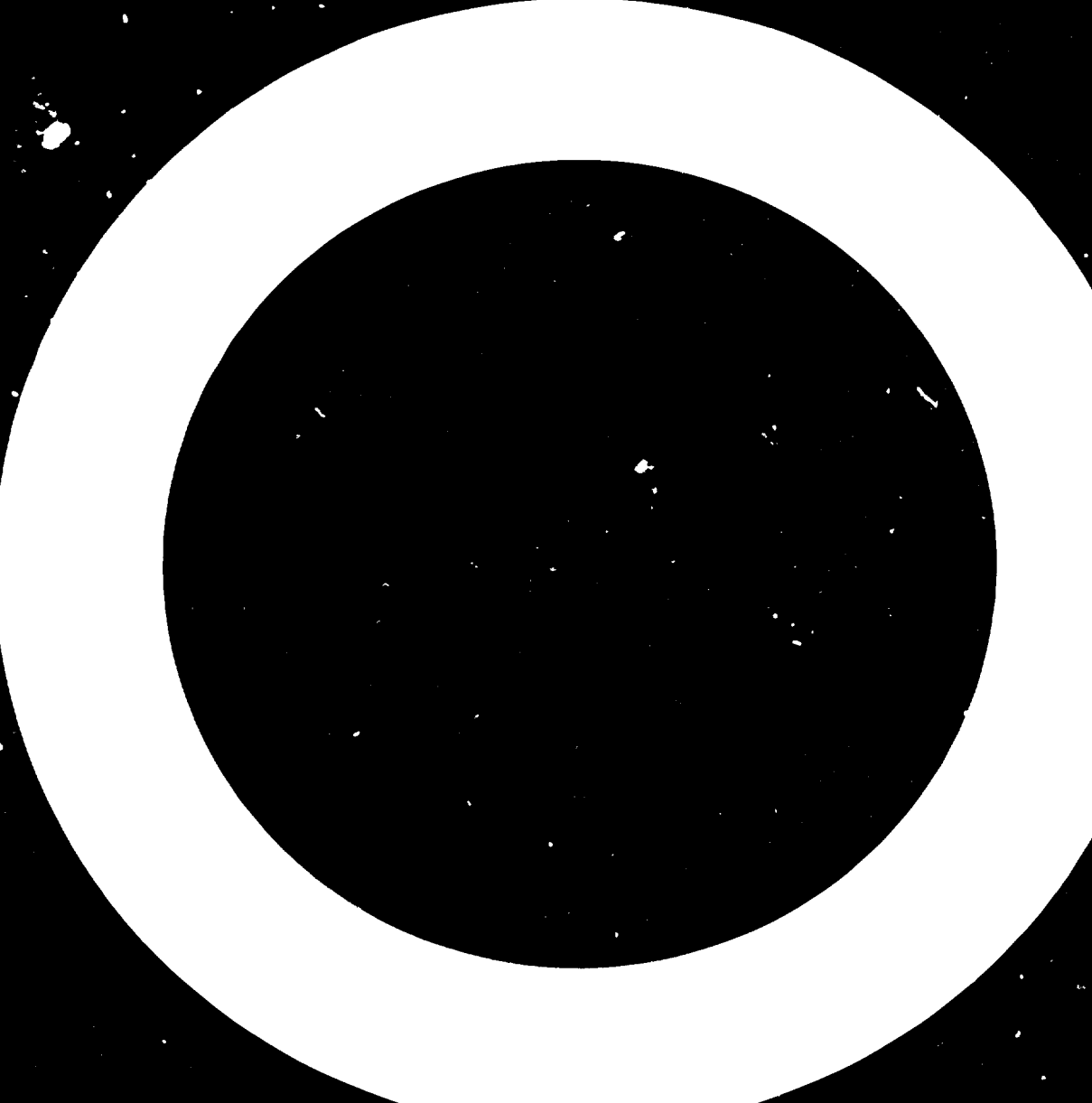
et le plus édifiant, c'est que ces initiatives prouvent que la volonté politique nécessaire pour atteindre les objectifs de la coopération ne fait pas défaut. Il faut que la présente réunion transforme cette large expérience industrielle et l'esprit de coopération régionale renouvelé en des propositions concrètes de programmes d'action au bénéfice de tous les pays en développement, dans le cadre de la position de cette région vis à vis de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

Excellences,

11. Permettez-moi, pour conclure, de vous remercier de nouveau, Monsieur le Ministre, ainsi que le Gouvernement cubain et l'honorable secrétaire permanent du SELA, de m'avoir invité à cette importante réunion, ce qui me donne l'occasion très appréciée de partager avec vous quelques idées qui traduisent bon nombre des préoccupations de l'ONUDI à la veille de sa quatrième Conférence générale. Je souhaite à cette réunion les plus grands succès dans ses débats et je vous remercie de bien avoir voulu m'écouter. Je vous remercie.



ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE M. SEBASTIAN ALEGRETT,
SECRETARE PERMANENT DU SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-
AMERICAIN (SELA)



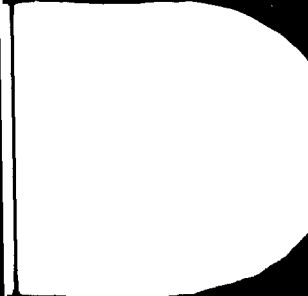
M. Rafael Rodriguez, Vice-Président du Conseil d'Etat et des ministres,
M. Hector Rodriguez Llompert, Ministre-Président du Comité d'Etat pour la Coopération économique,
M. Marcos Large, Ministre de l'industrie sidérurgique et mécanique,
M. Viera Linares, Vice-Ministre des Relations Extérieures,
M. Abd-El Rahman, Directeur exécutif de l'ONUDI,
Messieurs les délégués et invités,

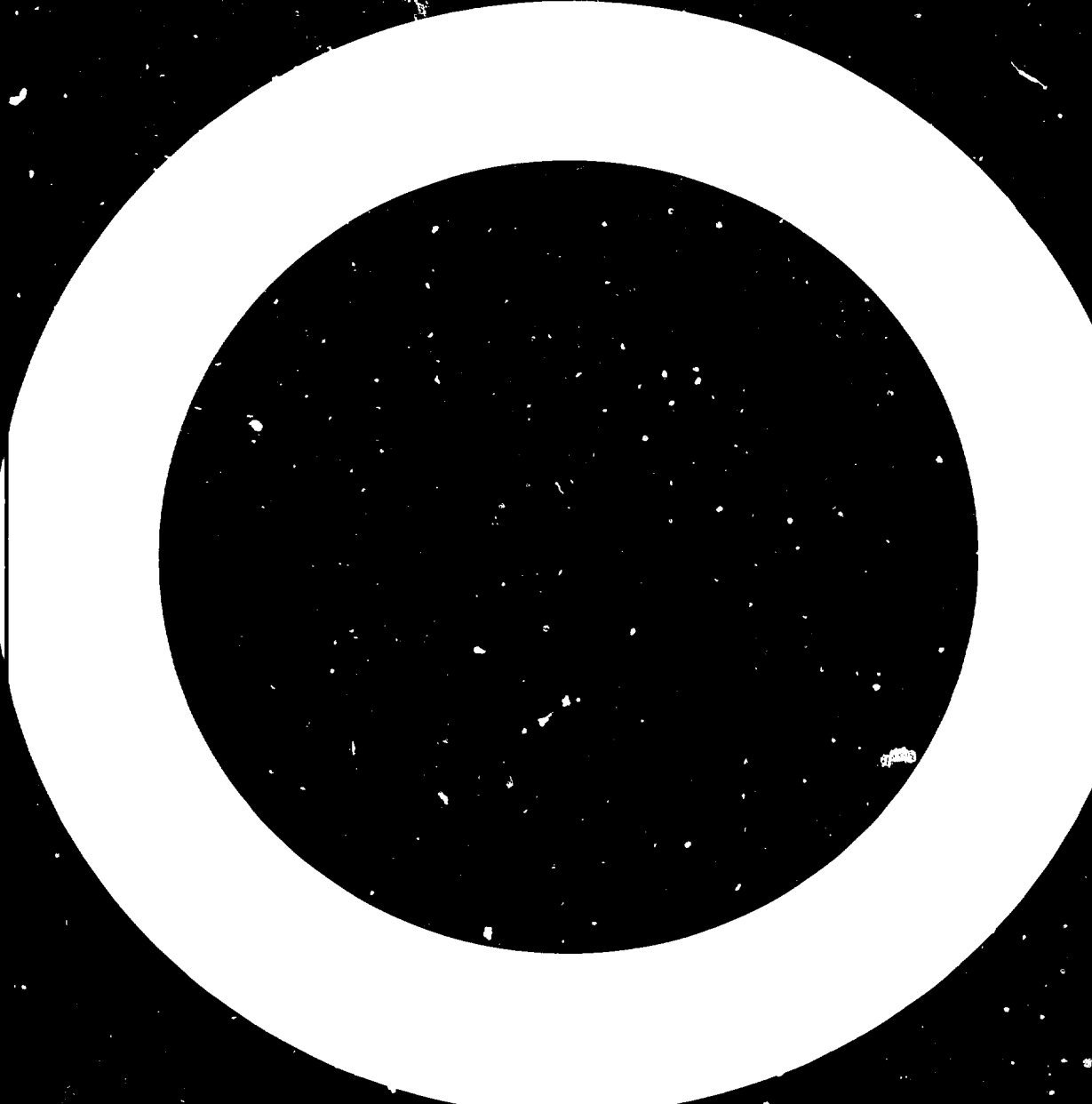
Cité chaleureuse, cordiale et hospitalière, La Havane accueille aujourd'hui la Réunion de coordination de haut niveau des Etats membres du SELA, convoquée par le Conseil latino-américain dans le dessein d'arrêter de concert les positions communes que soutiendra notre région à l'occasion de la IVème Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), lequel doit se tenir à Vienne en août prochain.

Contrastant avec l'aimable ambiance régnant au sein de notre réunion, l'Amérique latine traverse, elle, des moments intensément dramatiques, dans un climat tout fait d'incompréhension, de tension et de harcèlement.

Les répercussions de la crise économique la plus rude et la plus longue qu'aït connue notre région, aggravées par le fardeau toujours plus lourd d'un endettement extérieur hors du commun, dont l'Amérique latine n'est qu'en partie responsable, ont récemment connu leur paroxysme par suite de la série de hausses arbitraires qu'ont enregistrées les taux d'intérêt.

On ne compte plus les démarches au niveau des gouvernements ni les avertissements lancés par nos organisations et institutions régionales ces dernières années à propos de la dette extérieure.





Le Conseil latino-américain recueille ces inquiétudes dans sa Décision relative à la sécurité économique régionale; les gouvernements tentent d'amorcer un dialogue au niveau continental, tout en arrêtant une position latino-américaine consignée dans la Déclaration et le Plan de Quito; le Secrétariat permanent du SELA met au point une proposition qui, s'inspirant des orientations de Quito, vise à concilier intérêts et responsabilités des créanciers et débiteurs dans les limites du rationnel et du possible. Lors des pourparlers de Punta del Este, sous l'égide de la BID, et touchant la dette extérieure de l'Amérique latine, la gravité de la situation se fait davantage sentir et se concrétise quelques jours après par la dramatique assistance qu'apporte la région à l'Argentine à la suite de la situation d'urgence que confronte ce pays le 31 mars dernier.

A peine le pernicious processus déclenché par l'état d'endettement fait-il ses premières victimes dans l'un de nos pays, que le Parlement latino-américain se mobilise. Son bureau directeur, avec à sa tête, M. Nelson Carreiro, sénateur brésilien, se rend auprès du Secrétariat permanent du SELA afin de soutenir, à ses côtés, la mise en oeuvre du Plan d'action de Quito. C'est alors qu'il est convenu de créer une mission chargée d'entamer un dialogue politique avec le Congrès et le Gouvernement des Etats-Unis, ainsi qu'au niveau d'organismes et organisations comme la Réserve fédérale, le Fonds monétaire international et les Nations Unies. Ces réunions ont eu lieu à Washington et à New York au cours de la seconde semaine de ce mois. Dans le même temps, on prenait connaissance de réactions officielles émanant simultanément de plusieurs gouvernements de la région et suscitées par la dernière hausse en date des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Les démarches menées de concert et la mission qu'a assumée avec une profonde vocation latino-américaine le président mexicain, M. Miguel de la Madrid, lors de sa visite officielle aux Etats-Unis, attestent

clairement l'immense effort que déploie l'Amérique latine pour faire comprendre la gravité de sa situation; en vain, semble-t-il, jusqu'ici.

Le samedi 19 mai, enfin, les chefs d'Etat d'Argentine, du Brésil, de Colombie et du Mexique, assurés, sans tarder du soutien du président équatorien, décident de convoquer une réunion au niveau des ministres des Relations extérieures et des finances, à laquelle seront invités les ministres d'autres gouvernements de la région, aux fins "d'arrêter les propositions et les mesures les plus appropriées en vue de parvenir à des solutions satisfaisantes pour tous les pays intéressés".

Cette très importante décision, appelée à avoir un retentissement historique, vient mettre un terme à cette mauvaise passe de découragement et de frustration. Sous cette formidable impulsion une nouvelle voie s'ouvre à l'action solidaire de notre Amérique latine, inimaginable il y a encore peu, comme en font foi les multiples manifestations d'adhésion et de soutien à la convocation lancée par les chefs d'Etats des pays susmentionnés.

Sans doute comme jamais ce siècle durant, l'immense force de notre action conjointe est-elle confrontée au problème le plus complexe et le plus délicat de l'actuelle conjoncture économique mondiale. Je crois fermement que l'action en commun de l'Amérique latine s'exercera avec détermination, responsabilité et équité et toujours dans un esprit de concorde, même à l'égard de ceux qui se sont refusés à nous entendre.

C'est dans cet esprit et sous le signe de l'espoir que s'ouvre aujourd'hui notre Réunion de coordination. Je voudrais, à cette occasion, vous faire brièvement part de quelques réflexions.

La situation actuelle, n'échappe aux sombres perspectives des années à venir en raison même de l'existence de doutes,

fondés, quant à l'évolution du rythme de croissance économique des pays développés et des très graves conséquences que peuvent engendrer les politiques financières menées par les principaux pays industrialisés. Ainsi, durant l'année passée, a-t-on enregistré une chute brutale du niveau des importations latino-américaines dont risque de souffrir gravement le processus de production de la région. Par suite du récent relèvement des taux d'intérêt de 1,5 par les banques des Etats-Unis, la région aura à affecter d'importantes et nouvelles sommes au remboursement d'intérêts supplémentaires, au prix d'une contraction et d'un ajustement de son économie, outre le sérieux impact qu'auront de telles mesures sur le secteur industriel et la situation socio-économique des pays concernés.

De sorte qu'il nous faut garder à l'esprit que le service de la dette constitue une lourde charge et qu'il freine le flux de ressources destinées à l'investissement en général et à l'investissement industriel en particulier. Les exportations des pays de la région, qui devraient constituer la principale source de financement de son développement, servent essentiellement à couvrir, et encore, le remboursement des intérêts de la dette, ce qui ne peut que conduire à la stagnation et au déclin progressif de l'économie latino-américaine.

Du fait essentiellement de la crise économique internationale, l'Amérique latine, après avoir connu un certain rythme de croissance grâce à un développement industriel dynamique, enregistre un sérieux recul au cours des années 80. Ainsi, le secteur industriel de la région affiche des taux de croissance entre 1982 et 1983, ce qui se traduit par un net fléchissement du processus d'industrialisation de la plupart des pays latino-américains.

Aussi nous faut-il également être capables de procéder à une analyse autocritique. L'expérience en matière d'industrialisation montre que ce secteur n'a pu de par lui seul

apporter de solution aux problèmes socio-économiques, ce en raison, entre autres facteurs, du "modèle de développement latino-américain" qui a prédominé. Le maintien quelque peu à l'écart du marché de vastes secteurs de nos sociétés, les modalités de distribution du revenu et la priorité accordée à la satisfaction des besoins des couches les plus aisées, voilà qui a conduit à la situation actuelle.

Aussi l'introduction de profondes réformes structurelles s'impose-t-elle moyennant l'aménagement d'un noyau industriel endogène au plan régional non seulement en mesure de corriger les effets signalés, mais permettant également d'avancer en direction de la définition d'un nouveau profil industriel, conforme à l'évolution et aux tendances du système international.

Si, pour illustrer, on comparait le système économique global à un réseau ferroviaire, il faudrait envisager également de décrocher le wagon qu'est la région d'une locomotive qui ne veut ou ne peut tirer le train de l'économie mondiale. Les faits en sont à démontrer que la croissance des pôles n'implique pas forcément celle des pays en développement. Ainsi, ces deux dernières années, les pays développés ont-ils connu une certaine croissance, tandis que l'Amérique latine voyait au contraire son rythme de croissance fléchir dangereusement sous le poids de la charge de service de la dette.

L'autre élément qui ressort de l'analyse de la situation que confronte l'Amérique latine est que le nouveau modèle industriel du Nord ne répond pas aux intérêts de la région. Au cours de ces dernières décennies, les pays développés ont graduellement et profondément restructuré leur appareil industriel, ce qui a eu d'importantes répercussions sur la structure de production mondiale. Ce nouveau modèle de développement industriel,

adapté aux exigences du monde développé, ne répond ni aux besoins actuels et futurs ni aux objectifs des pays en développement. Il est à l'origine non seulement de l'essor de la branche des nouvelles industries (biotechnologie, micro-électroniques, etc.), mais également d'une modernisation en profondeur des secteurs traditionnels. Si l'Amérique latine et le reste du monde en développement ne prennent pas les mesures nécessaires, il se pourrait que nos pays voient s'évanouir rapidement les avantages comparatifs acquis à grand peine dans certaines branches industrielles.

C'est pour cette raison que nous estimons que cette réunion de coordination au niveau latino-américain, dont l'objectif est de parvenir à l'adoption d'une position régionale en vue de la IVème ONUDI, devrait jeter les bases d'un examen futur de la stratégie à arrêter en matière de développement industriel au plan latino-américain, en fonction des possibilités et des contraintes réelles. On devrait être en mesure de formuler une politique à long terme qui puisse non seulement prévoir une structure de production industrielle viable et satisfaisante pour chaque pays, mais également l'élargissement du champ de manoeuvre qu'offrent la coopération et l'intégration économiques régionales. Comme le signalent clairement la Déclaration et le Plan d'action de Quito, il y a largement place pour la coordination d'efforts en quête d'un développement industriel ouvrant la voie au bien-être et à l'élévation du niveau de vie de nos peuples.

Une certaine croissance mondiale fruit du libre-échange basé sur l'actuelle division internationale du travail et les normes régissant les rapports au sein du système financier en vigueur, n'est guère concevable en pareille situation où la récession, le protectionnisme, la crise financière et la nette prédominance des processus d'industrialisation de la production.

Tous ces facteurs nous amènent donc à réaffirmer que les obstacles qui bloquent le développement industriel de

l'Amérique latine ne peuvent être surmontés qu'au prix de la mobilisation de l'immense potentiel qu'elle renferme.

Dans ces conditions, la prochaine Conférence de l'ONUDI doit être l'occasion pour l'Amérique latine de contribuer positivement au processus de restructuration en cours au sein du système industriel, mondial et à la région d'assigner à l'ONUDI le rôle qu'elle doit jouer en fonction des besoins des pays en développement dans l'actuelle conjoncture internationale et compte tenu de son évolution prévisible au cours des prochaines années. La IVème ONUDI est également l'instance appropriée en vue de la concertation de positions avec les autres régions en développement.

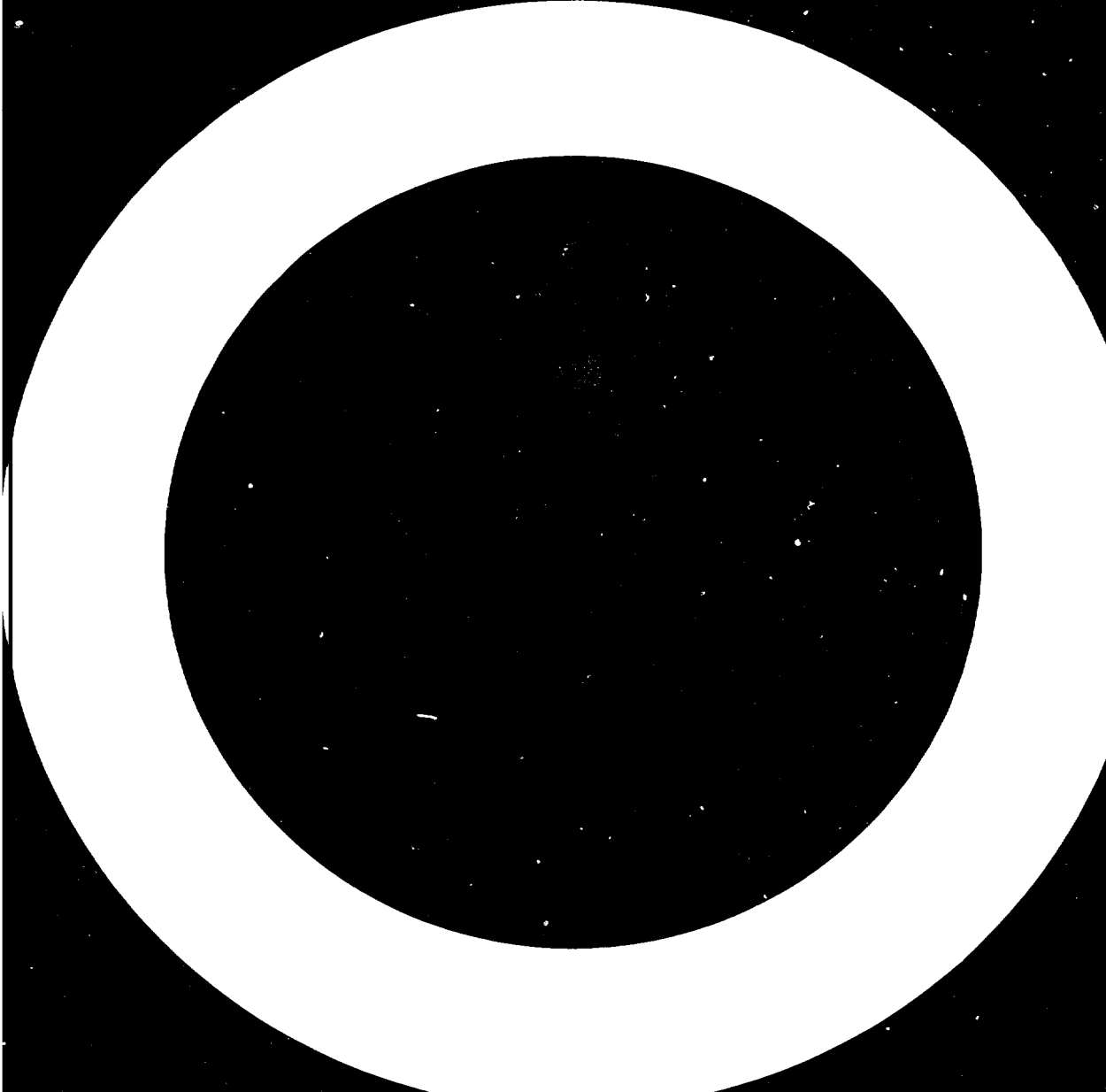
Dans quelques instants, nous entamerons les travaux de la réunion. Ils ont fait l'objet d'une intense activité préparatoire, et je dois souligner à ce propos l'incalculable contribution de la CEPAL à l'établissement de documents techniques très précieux eu égard à la tâche qui nous attend et au déroulement de la réunion technique sur l'industrialisation dont les conclusions constituent également un élément stimulant de notre réflexion.

Je tiens également à adresser, au nom du Secrétariat permanent, mes remerciements à l'ONUDI pour le précieux concours qu'elle nous a apporté lors des entretiens que nous avons eus avec ses autorités et pour la documentation technique présentée en vue de la IVème ONUDI.

Il convient, enfin, de saluer tout particulièrement le GRULA de Vienne dont les membres ont su nous orienter dans l'élaboration de la documentation à l'intention du Secrétariat permanent.

ANNEXE No. 5

LISTE DES PARTICIPANTS



ARGENTINE

Juan Carlos M. Beltramino
Embajador de la Rep. Argentina
Representante Permanente ante la ONU, Viena

Norberto T. Aguerre
Ministro Consejero Económico y Comercial
Embajada de la Rep. Argentina en Cuba

Carlos Enrique Bonvecchi
Director Nacional de Planificación Sectorial
Secretaría de Planeamiento

Julio A. Miller
Secretario de Embajada
Embajada de la Rep. Argentina en Venezuela

BRESIL

Clodoaldo Huguenev Filho
Ministro, Jefe de la División Política Comercial
Ministerio de Relaciones Exteriores

José Antonio de Macedo-Soares
Consejero, División de Política Comercial
Brasilia, Brasil

CHILI

Carlos Derpsch Bartsch
Embajador Representante Permanente ante
los O011 en Viena, Austria.

Carmen Luz Guarda Andersch
Dirección de Asuntos Económicos Multilaterales
Santiago, Chile

COLOMBIE

Jorge Luis Ordoñez Gómez
Sub-Secretario de Asuntos Económicos
Ministerio de Relaciones Exteriores

CUBA

Marcos Lage
Ministro de la Industria Sidero Mecánica

Raúl Taladrid Suárez
Vicepresidente
Comité Estatal de Colaboración Económica

Norberto Hernández
Embajador

Esperanza Ballester Fernández
Subdirectora
Dirección de Organismos Económicos Internacionales
Comité Estatal de Colaboración Económica

Octavio Castilla
Consejero Económico
Embajada de Cuba en Austria

Ramiro León Torras
Jefe de Departamento
Dirección de Organismos Económicos Internacionales
Comité Estatal de Colaboración Económica

Fernando Suárez-Murias
Funcionario
Dirección de Organismos Económicos Internacionales
Comité Estatal de Colaboración Económica

Dolores Marrero
Funcionaria
Dirección de Organismos Económicos Internacionales
Comité Estatal de Colaboración Económica

Héctor Rodríguez Cruz
Funcionario
Dirección Organismos Económicos Internacionales
Comité Estatal de Colaboración Económica

Abelardo Moreno Fernández
Funcionario
Dirección Organismos Internacionales
Ministerio de Relaciones Exteriores

Jorge Lago
Funcionario
Dirección de Organismos Internacionales
Ministerio de Relaciones Exteriores

Concepción Muñoz
Funcionaria
Dirección No Alineados
Ministerio de Relaciones Exteriores

Pedro Herrera
Investigador
Centro de Estudios Carlos J. Finlay
Academia de Ciencias de Cuba

Silvio Baró
Jefe de Departamento
Centro de Investigaciones de
la Economía Mundial

Eugenio Espinoza
Investigador
Centro de Investigaciones de
la Economía Mundial

Andrés Pérez
Funcionario
Banco Nacional de Cuba

Eddy Martínez
Especialista
Ministerio de la Sidero Mecánica

EQUATEUR

Luis Narváez
Subsecretario de Asuntos Económicos
Ecuador

Eduardo Santos Alvite
Embajador del Ecuador en Cuba

Luis Moreno
Consejero de la Embajada
del Ecuador en Cuba

Galo Galarza Dávalos
Primer Secretario de la
Embajada del Ecuador en Cuba

GUYANE

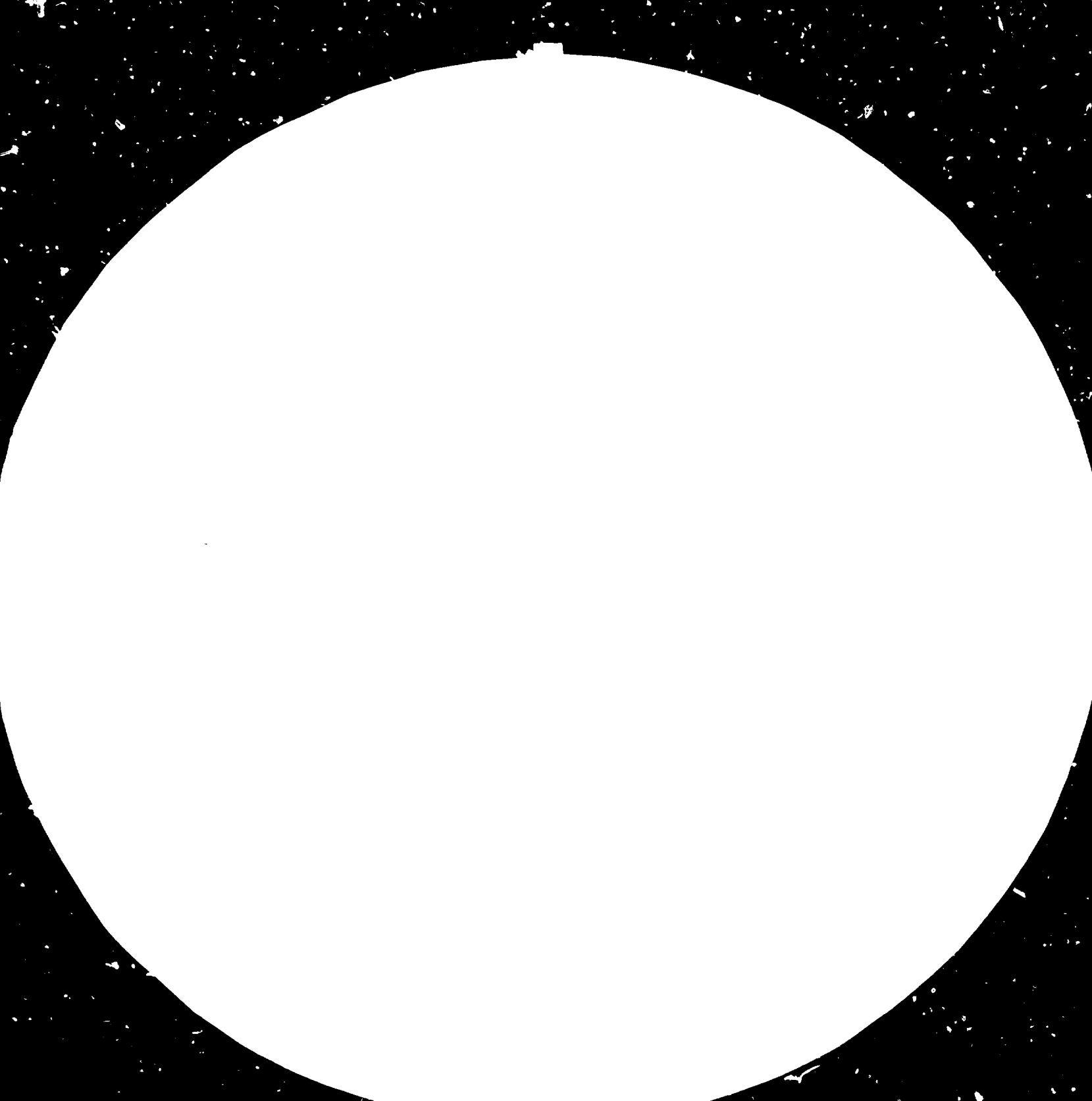
Cecil Pilgrim
Ambassador of Guyana to Cuba

Robert Marckenzie
Counsellor, Embassy of Guyana

Rawle Lucas
Deputy-Head Economic Division
Ministry of Foreign Affairs



RA 1007





3.6

4.0



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)

Raj Mungal
Second Secretary, Embassy of Guyana

JAMAIQUE

Gloria Priestley
Divisional Director of Industry
Ministry of Industry and Commerce
4 Winchester Road, Kingston 10
Jamaica

MEXIQUE

Mauricio de María y Campos
Subsecretario de Fomento Industrial
Secretaría de Comercio y Fomento Industrial

Arturo Velásquez Jiménez
Director General de Planeación Educativa
Secretaría de Educación Pública

Salvador Garcilista Castillo
Coordinador de Asesores
Subsecretaría de Fomento Industrial
Secretaría de Comercio y Fomento Industrial

Gustavo Albin Santos
Subdirector General de Relaciones
Económicas Multilaterales
Secretaría de Relaciones Exteriores

Miguel A. Toro Hernández
Director de Inversión Extranjera y
Comercio Exterior
Secretaría de Hacienda y Crédito Público

NICARAGUA

Luis Fiallos
Viceministro de Industrias

Alvaro Miranda Baldizón
Director de Cooperación Internacional
Ministerio de Industria

Iván Garay
Director Relaciones Económicas Internacionales
Ministerio Exterior

Carlos Manuel Díaz
Embajada de Nicaragua

PANAMA

Rolando E. Barrow
Encargado de Negocios
Embajada de Panamá

PEROU

Julio Azpilcueta de Zela
Asesor Ministerio

Aldo Guido-Spano
Segundo Secretario

TRINITE ET TOBAGO

Christopher R. Tomas
Viceministro del Ministerio de
Relaciones Exteriores
Trinidad y Tobago

VENEZUELA

Rómulo Mucete H.
Encargado de Negocios a.i.
Embajada de Venezuela en Cuba

Carlos Bivero
Director de Organismos
Económicos Internacionales
Instituto de Comercio Exterior

Frank Bracho
Asesor Ministro de Estado para
Asuntos Económicos Internacionales

OBSERVATEURS

CARICOM

Herman Rohlehr
Chief-Industry, Technology, Tourism
Caribbean Community Secretariat

ONUUDI-PNUD

Fernando Fajnzylber
SIDFA, ONUUDI-PNUD

CEPAL

Cassio Luiselli Fernández
Representante CEPAL

PNUD

Roland Reiferanth
Representante Residente PNUD

Marco Borsotti
Oficial de Programa PNUD

ONUDI

Uwe Asseln
Oficial de Programa ONUDI

ALIDE

Roberto Santiesteban
Representante de ALIDE

SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN (SELA)

Sebastián Alegrett
Secretario permanente

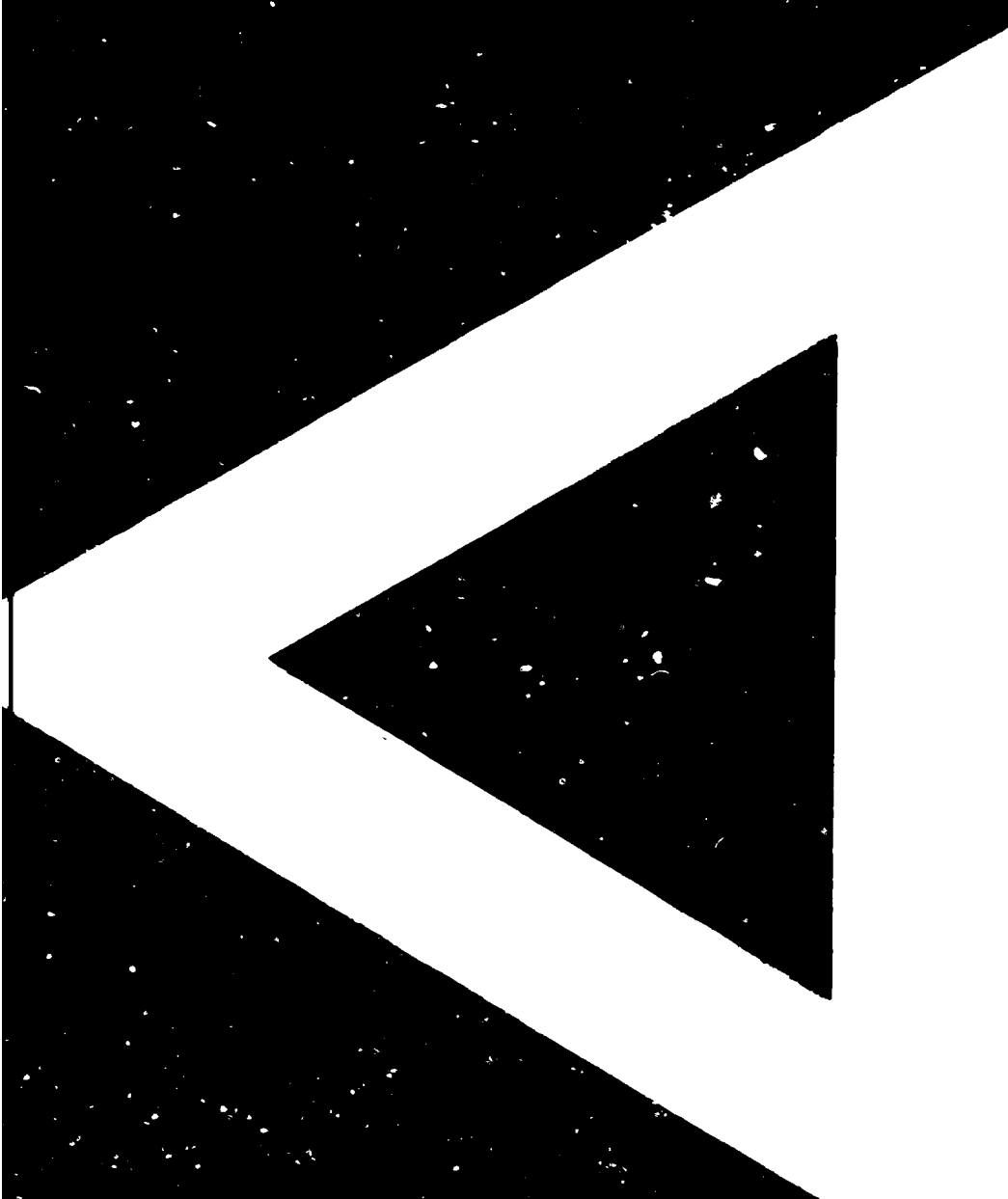
Miguel Rodríguez Mendoza
Director Consulta y Coordinación

Carlos Juan Moneta
Director Alterno Consulta y Coordinación

Miguel Angel González
Jefe de Proyectos

Max Nolff
Asesor

Mónica Márquez
Secretaria



...the first of the ...

...the second of the ...

...the third of the ...

...the fourth of the ...

...the fifth of the ...

...the sixth of the ...

...the seventh of the ...

...the eighth of the ...

...the ninth of the ...